ENTRETIEN AVEC LE PRINCE JEAN : « CONSOLIDER LE TISSU SOCIAL » P. 4

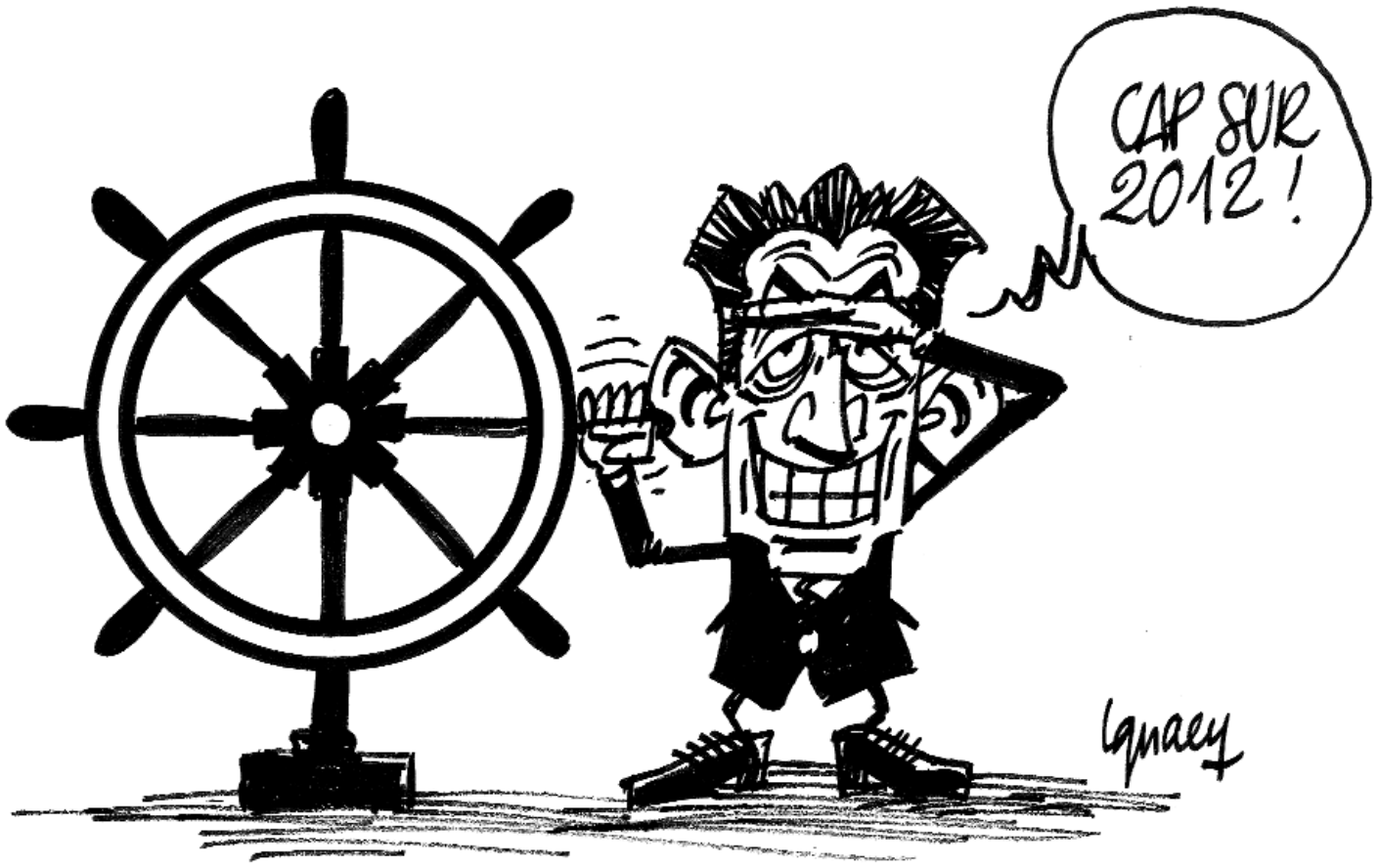
L'ACTION FRANÇAISE 2000

4 € I N° 2812 I 65e année I Du 3 au 16 mars 2011 I Paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois I www.actionfrancaise.net

SARKOZY

Page 3

Cap sur 2012



L'ESSENTIEL

✓ ÉCONOMIE
Méfaits sociaux des multinationales ..... p. 2
✓ POLITIQUE
Un sondage confirme le désamour des Français pour la démocratie ..... p. 4
✓ SOCIÉTÉ
Les technologies vont-elles transformer l'humanité ? ..... p. 5
✓ MONDE
La défense européenne à la poursuite des vœux pieux .. p. 7
Les Belges ont la frite ..... p. 7
Libye : l'incertitude au cœur du chaos sanglant ..... p. 8
Avec les déboires du Quai d'Orsay, la diplomatie boit le Boillon .... p. 9
✓ ARTS & LETTRES
Mad Men : l'opinion façonnée dans les années soixante .... p. 10
BD : un Paris soviétique ..... p. 10
Pour le roi de Prusse ..... p. 11
✓ HISTOIRE
Clovis et l'Église en 511 ..... p. 12
Embarquement sur le paquebot France ..... p. 12
✓ IDÉES
Liberté, égalité, fraternité ..... p. 13
✓ POUR UN JEUNE FRANÇAIS
Relire Une jeunesse réactionnaire de François Leger ..... p. 14
✓ POLITIQUE
Mayotte prend ses marques .. p. 16
La révision des lois de bioéthique ..... p. 16

M 01093 - 2812 - F: 4,00 €

Requiem pour la Ve République

PROCÉDONS à quelques comptes. En quatre ans de présidence, Nicolas Sarkozy a congédié vingt-neuf ministres ou secrétaires d'État. Dans le même temps, pas moins de dix remaniements ministériels ont ponctué les différents gouvernements de François Fillon. Jamais, sous la IVe République, nous n'avons connu pareil jeu de chaises musicales trahissant dans les faits la danse macabre d'un régime à bout de souffle.

Il y a des agonies qui sont longues. La IVe République eut l'infime courtoisie de ne pas trop durer, elle eut le bon goût de s'éteindre à peine âgé de douze ans, sous les coups conjugués des guerres de décolonisation et de l'instabilité gouvernementale (vingt-trois gouvernements de 1946 à 1958). La Ve, qualifiée de république monarchique, porte en elle le vers qui la ronge. L'utilisation du suffrage universel pour l'élection présidentielle depuis le référendum de 1962, et la réduction du mandat présidentiel à cinq ans, là aussi après référendum, sous Jacques Chirac, réduisent le régime qui semble conduire la France à une élection permanente. L'exécutif est aux mains d'une opinion versatile et toujours insaisissable.

Pour avoir voulu exploiter outre-mesure les humeurs de la plèbe, Nicolas Sarkozy a accéléré le processus de décomposition. Pendant trois ans, il a su manœuvrer, assez habilement d'ailleurs, pour donner le change, créant le scénario ou *story-telling* que ses concitoyens commentaient, contestaient, mais sans la moindre alternative. Pendant trois ans, il a noyé les Français sous des histoires futiles et grossières. Pendant trois ans, il avait une semaine d'avance sur tout le monde, et la presse suivait, incapable d'anticipation. Tout semble montrer qu'à présent Nicolas Sarkozy a perdu la main et court derrière une actualité dont il n'est plus l'auteur mais un simple acteur pathétique. Par delà cette caricature de nous-mêmes, dans ce que nous avons de plus méprisable, trouverons-nous la force de dénoncer une fois de plus la nocivité de nos institutions présentes ? ❑

Marc Savina

« TOUT CE QUI EST NATIONAL EST NÔTRE »

❑ SOCIAL

Méfaits des multinationales

Tandis que patrons et pouvoirs publics se tournent vers les capitaux internationaux, les salariés pointent les pressions s'exerçant sur l'emploi. Revue de quelques restructurations en cours.

Sur le terrain des conflits sociaux, ce sont une fois encore les groupes multinationaux qui font l'actualité. On mesure chaque jour davantage les conséquences dramatiques que peuvent avoir les reprises de sociétés françaises par des capitaux étrangers. Prises de contrôle qui sont le plus souvent facilitées, voire encouragées par les pouvoirs publics, sous couvert d'ouverture et d'attractivité internationale ! Combien de PME françaises, d'entreprises viables et prometteuses, périssent-elles ainsi chaque année, au nom du droit de leurs actionnaires américains ou des fonds de pension luxembourgeois, suisses ou néerlandais qui les contrôlent ?

Manifestation à Ribeauvillé contre la fermeture de l'usine Sony
Photo Steve Bachman

Conglomérat américain

Ce mois-ci, ce sont les salariés de Sperian Protection, entreprise bretonne du secteur informatique, qui font les frais du contrôle de leur entreprises par le conglomérat américain Honeywell. Ce sont les 192 employés de Compétence à Brest qui se mobilisent pour que le fonds de pension nord-américain qui les contrôle se préoccupe de leur activité. Il en est de même pour les 558 employés du fabricant de meubles Capdevieille, en lutte contre le fonds de pension luxembourgeois qui a conduit leur entreprise à la faillite. Comme pour les sites du groupe américain Ideal Standard des Ardennes et du Jura, qui enregistrent plus de trois cents licenciements. On imagine également l'inquiétude des salariés de la fonderie d'aluminium Brealu de Vaux (Allier) qui viennent d'apprendre la reprise de leur site par la multinationale DMI, après que celle-ci eut exigé le licenciement préalable de 114 d'entre eux. Quant au groupe japonais Sony, qui doit une partie de sa réussite en France à son usine alsacienne de Ribeauvillé, il l'aurait volontiers fermée et licencié ses 580 salariés, sans l'action volontaire, ferme et déterminée des élus alsaciens.

Soutien aux PME

Chez la plupart de nos voisins, notamment en Allemagne et en Europe du Nord, les autorités régionales mettent en œuvre des politiques industrielles pour aider les PME, favoriser leur développement et leur diversification, drainer les capitaux privés et l'épargne locale à leur profit, dans de bonnes conditions de sécurité. En France, rien de tout cela. L'État, par dogme libéral, a supprimé tous ses outils d'intervention dans le champ des PME et il a considérablement réduit les moyens d'action de ses relais habituels dans ces domaines (Caisse des Dépôts, OSEO...). La privatisation des banques françaises – et leur frilosité bien connue – n'a pas amélioré la situation, bien au contraire. Et le même État, cette fois par esprit jacobin, se refuse à donner aux régions les compétences et les moyens d'une action ambitieuse en faveur de nos entreprises locales.

Manque de fonds propres

Résultat : par manque de capitaux, celles-ci n'ont, dans la plupart des cas, comme choix que de passer sous contrôle étranger ou de dépérir. La situation de l'entreprise Net Cacao, de Marseille, est à cet égard tout à fait emblématique. Ex-filiale du groupe suisse Nestlé, reprise par ses 180 salariés, elle risque le dépôt de bilan, alors que ses carnets de commande sont pleins, en raison d'un manque de fonds propres. Qui l'aidera ? Pas l'État, qui a fui naturellement ses responsabilités. Et qui aidera demain les 182 salariés de Fralib, qui se débattent avec leur ancien actionnaire, le groupe yankee Unilever, pour reprendre l'activité des thés Lipton et Elephant ? À défaut de moyens offensifs pour soutenir l'initiative et l'emploi, il reste la défensive. C'est bien souvent la dernière arme des travailleurs pour faire rendre gorge aux patrons voyous et aux actionnaires d'outre-Atlantique, d'outre-Rhin ou du Pacifique. ■

Henri Valois
larevuecritique.fr

» PARTIE REMISE

Sauf nouveau recours, la construction de 179 ravitailleurs pour l'US Air Force devrait être confiée à Boeing. Ainsi EADs voit-il s'échapper une opportunité de s'enraciner aux États-Unis. Cela étant, le groupe ne renonce pas à son projet d'assembler des avions outre-Atlantique : ce serait une réponse à la surévaluation de l'euro fustigée par Louis Gallois. Selon le P-DG du consortium européen, en effet, « *une baisse de 10 centimes du dollar face à l'euro coûte 1 milliard de dollars à EADS* ».

» BOURSE EN FUSION

La concurrence fait rage entre les places boursières, conduites à multiplier les fusions. Tandis que Singapour (SGX) négocie avec Sydney (ASX), Londres (LES) s'allie à Toronto (TMX). Quant à la fusion de Nyse Euronext avec Deutsche Börse, elle confirme le déclin de Paris, qui ne pèsera pas grand chose dans le nouvel ensemble dominé par New York et Francfort...
À l'origine de cette frénésie : la pression exercée par les plateformes alternatives, ou MTF, autorisées à concurrencer les bourses nationales depuis 2007. Le London Stock Exchange ne concentrerait plus que 60 % des échanges portant sur des valeurs britanniques. On compterait une trentaine d'opérateurs alternatifs sur le Vieux Continent, tels Chi-X Europe ou BATS... qui sont eux-même en passe de fusionner.

Sur le front de l'euro

Le nouveau gouvernement irlandais, issu des élections législatives du 25 février, devrait renégocier les conditions du soutien financier proposé à l'Eire par l'Union européenne et le FMI. En cause, notamment : l'ampleur des taux d'intérêt associés aux prêts.

Outre l'opinion publique allemande, des économistes libéraux jugeaient déjà la solidarité européenne déplacée. Tel Guillaume Vuillemey, chercheur associé à l'Institut Turgot, pour qui « *le défaut de paiement d'un État joue un rôle économique essentiel. Non seulement il est une sanction pour ceux qui ont mal utilisé des ressources, mais aussi pour ceux qui ont apporté des capitaux sans prendre suffisamment de précautions.* »
De son point de vue, « *créer un fonds européen pour se prémunir contre tout défaut d'un État supprime une discipline essentielle.* [...] *Le risque est collectivisé et la responsabilité individuelle diluée.* [...] *Quant au problème de fond* [...] *il n'est pas réglé, seulement transféré à un niveau plus élevé...* »
Bruno Gollnisch serait-il du même avis ? Intervenant devant le Parlement européen le 15 février, il a critiqué la pérennisation du Fonds européen de stabilité financière. En effet, s'est-il demandé, « *qu'est-ce que ce fonds, sinon la possibilité de créer une dette européenne, assumée finalement par des États déjà surendettés et qui pourraient se voir dans l'obligation de la rembourser avant de rembourser leurs propres dettes ? C'est en quelque sorte la politique financière du sapeur Camember, ce soldat, objet d'un livre humoristique en France, qui se voit ordonner de boucher le trou dans la cour de la caserne et qui, pour le boucher, en crée un autre aussitôt à côté.* » Dans ces conditions, on comprend que la tension perdure sur les marchés financiers. ■ **G.D.**

Délocalisations sur la sellette

Les déménagements d'usines perdraient de l'intérêt pour les constructeurs automobiles.

RENAULT produit désormais moins de 20 % de ses voitures en France, souligne *La Tribune* (18/02/2011). Une proportion qui s'élève à 37 % pour PSA. « *La production française est en chute structurelle* », rapporte le quotidien économique. « *Les niveaux demeurent en effet au-dessous de ceux de 2008 et inférieurs de près de moitié à... 2005. Renault et PSA ont produit en France à peine plus de voitures l'an dernier qu'en 1965 !* »
La situation est-elle appelée à s'aggraver ? Bernard Jullien, directeur du Gerpisa, un réseau international de recherche sur l'industrie automobile, se montre optimiste : « *La crise passant, les groupes automobiles ont réalisé qu'ils ne pouvaient pas faire Vilvoorde cent fois et qu'il valait mieux faire travailler les sites à hauts salaires au maximum de leurs capacités* », a-t-il déclaré aux *Échos* (22/02/2010). Cela dit, la menace des délocalisations n'est pas encore dissipée, loin s'en faut. Aussi les salariés strasbourgeois de General Motors ont-ils consenti à ce que leurs conditions de travail soient révisées à la baisse, tandis que le groupe américain leur promettait d'investir à nouveau dans son usine de transmissions, à laquelle une première enveloppe de 6 milliards d'euros vient d'être affectée.
Toyota a inauguré, quant à lui, une nouvelle usine sur le territoire japonais, où les chaînes de montage bénéficieraient d'une souplesse inédite. Le pari semble osé, étant donné la surévaluation du yen. « *Mais il faut revenir à nos racines et se rappeler que Toyota a été fondé dans l'espoir de contribuer au développement du Japon et à son progrès industriel* », proclame son président, Fujio Cho, qui récuse, en outre, toute « *stratégie à courte vue* » (*Les Échos*, 22/02/2011). Bel exemple de "patriotisme économique". ■

L'ACTION FRANÇAISE 2000

10 rue Croix-des-Petits-Champs
75001 Paris
Tél. : 01 40 39 92 06 - Fax : 01 40 26 31 63
www.actionfrancaise.net
redaction@actionfrancaise.net
secretariat@actionfrancaise.net
abonnements@actionfrancaise.net
ISSN 1166-3286

Directeur de la publication : M.G. Pujo
Rédacteur en chef : Michel Fromentoux
Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost

Politique française :
Guillaume Chatizel,
Jean-Philippe Chauvin, Antoine Goursky,
François Marcilhac, Marc Savina
Société :
Stéphane Blanchonnet, Jean-Pierre Dickès,
Michel Fromentoux, Stéphane Piolenc
Europe :
Charles-Henri Brignac,
Grégoire Dubost, Guy C. Menusier
International :
Philippe Maine, Pascal Nari
Économie :
Guy C. Menusier
Histoire :
Michel Fromentoux, Yves Lenormand,
René Pillorget, Frédéric Winkler
Culture :
Anne Bernet, Monique Beaumont,
Charles-Henri Brignac, Alain Waelkens
Chroniques :
Jean-Baptiste Morvan
Combat des idées :
Stéphane Blanchonnet, François Marcilhac
Abonnements, publicité, promotion :
Monique Lainé

La France s'aligne. Maintenant, cap sur 2012 !

Depuis plusieurs semaines déjà, mais de manière accélérée ces quinze derniers jours, la France *politicienne* vit dans l'attente de l'élection présidentielle du printemps 2012, le quinquennat ne faisant qu'aggraver l'instabilité de l'exécutif inhérente au régime républicain. En témoigne le remaniement ministériel annoncé avec solennité par Sarkozy lui-même le dimanche 27 février, dans une intervention qui, pour le coup, se rapprochait plus du « *discours d'un roi* » que de l'émission de télé-réalité qui l'avait précédée d'une quinzaine. Comme quoi, dans les moments jugés cruciaux, le recours au ton politique, même s'il ne s'agit que d'une imitation, se révèle toujours nécessaire.

Un président infatué

« *Panique à bord* », titrait *Libération* le lendemain : c'est aller un peu vite en besogne, non seulement parce que le chef de l'exécutif est suffisamment infatué pour croire encore à la qualité du bilan qu'il présentera aux Français en 2012, mais aussi parce qu'il pense tenir suffisamment les rênes de l'État pour maîtriser la compétition. À cet égard, la nomination de Claude Guéant ne traduit pas tant la volonté de remplacer un ministre incompétent, dont les saillies, plus stupides que méchantes, l'ont conduit plusieurs fois devant les tribunaux, que de placer à l'Intérieur à la fois un fidèle serviteur et un homme du sérail connaissant tous les rouages de la maison et, n'en doutons pas, quelques petits secrets qui pourraient se révéler utiles à quelques mois d'une présidentielle incertaine. Hortefeux, un ami fidèle, lui aussi, que le président a nommé conseiller politique, ne faisait, à sa décharge, en matière de sécurité ou d'immigration, qu'appliquer la politique de l'esbroufe voulue par Sarkozy et on peut être certain que Claude Guéant ne fera pas mieux, sinon à quelques semaines de l'échéance, histoire de siphonner des voix au Front national. En revanche, il saura rendre des services inappréciables au candidat Sarkozy.

De même, par son poids, il équilibrera, place Beauvau, Juppé, nommé au quai d'Orsay pour remplacer une Calamity Mam arrivée à son niveau d'incompétence. Alain Juppé ne voulait pas de Guéant sur son dos comme conseiller omnipotent de l'Élysée, d'autant qu'il avait déjà occupé ces fonctions, avec tout le sérieux qu'on lui connaît, sous Balladur, de 1993 à 1995. Sarkozy était ministre du Budget. C'était au moment de la vente de trois sous-marins à Karachi : cela crée des liens que saura renforcer, n'en doutons pas, Claude Guéant à l'Intérieur. En novembre dernier, où l'affaire était ressortie, Guéant et Juppé étaient déjà sur la même longueur d'onde.

On ne peut, certes, que se féliciter que Juppé, avant même son entrée en fonction, ait rappelé, comme il l'avait déjà fait avec Hubert Védrine, le 6 juillet dernier dans *Le Monde*, la nécessité de donner au Quai d'Orsay des moyens suffisants pour permettre au réseau diplomatique français de rester le deuxième du monde. D'autant que la voix de la France, présidente du G8 et du G20, et alors que la situation en Afrique du Nord est loin d'être stabilisée, devait retrouver de la crédibilité. Certes, le président n'avait pas besoin de MAM pour conduire une diplomatie erratique, comme l'a montré l'affaire Cassez, qui nous brouille avec le Mexique, ou le choix du Sarkoboy Boillon pour représenter la France auprès de la nouvelle Tunisie : Sarkozy se suffit à lui-même, mais justement, en choisissant un Juppé ambitieux, compétent dans son domaine, comme Guéant l'est dans le sien, il fait preuve de cette intelligence tacticienne qui ne l'a trahi qu'une seule fois – en 1995. Fillon, de nouveau réduit à son rôle de sous-Premier ministre, continuera de traiter les affaires courantes d'un gouvernement désormais tourné vers la réélection du chef : premier mot d'ordre, éviter tout ce qui peut ternir l'image du président, qui, déjà candidat, a insisté dans son allocution sur les risques d'immigration incontrôlée engendrés pas les événements qui se déroulent l'autre côté de la Méditerranée, et jusque dans la péninsule arabique.

L'autre vie d'Alain Juppé

Comment ne pas regretter que ces compétences réelles ne soient pas mises au service de la France mais d'ambitions personnelles et partisanes ? Le savoir-faire d'un Guéant, l'estime internationale dont jouit un Juppé, à quoi seront-ils employés ? Pour Guéant, on l'a dit, il aura autre chose à faire que de s'occuper en profondeur de la sécurité des Français et de la maîtrise de l'immigration. Et Juppé ? Favorable à Maëstricht, il fut toujours un partisan acharné de la "construction européenne". S'agissant de l'OTAN, il a retourné sa veste en acceptant de devenir ministre de la Défense, pensant qu'il valait mieux, au final, être pour la réintégration avec Sarkozy que contre avec Villepin... Et l'Afghanistan ? Juppé l'avait qualifié de « *bourbier terrible* »... C'était il y a quelques mois à peine, c'est-à-dire, pour un politicien même talentueux, dans une autre vie... Vise-t-il déjà le poste de Premier ministre d'un Sarkozy réélu ? Voire de devenir khalife à la place du khalife ? En tout cas, prudent, il reste maire de Bordeaux, un maire des plus politiquement correct... Le pape « *qui pose problème* », c'est lui... La « *crainte de l'islamophobie* » aussi.

Juppé, également ministre des Affaires européennes, ne s'opposera pas davantage à l'Europe allemande. Le pacte de compétitivité, qui découle du "semestre européen", adopté au dernier trimestre de 2010, vise déjà à aligner toute la politique sociale sur le moins-disant européen – notamment la retraite à soixante-sept ans pour tous – et à constitutionnaliser l'équilibre budgétaire, mesure stupide en ce qu'elle lie d'avance les mains des gouvernants. Ces exigences allemandes ont provoqué un sursaut de plusieurs pays, tels que la Belgique et le Luxembourg, d'où un sommet extraordinaire des dirigeants de la zone euro le 11 mars. Hélas, Sarkozy est au garde-à-vous devant le caporal Merkel.

L'Irlande montrerait-elle la voix ? Dimanche 27 février, le Fianna Fail au pouvoir, soumis à l'Europe, a connu une déroute historique au profit du Fine Gael (36 % des voix) et du Labour (20 %), qui ont promis une renégociation des termes du plan négocié à l'automne... Rien ne dit, évidemment, que la nouvelle majorité osera aller jusqu'au bout. Seule l'Islande, pour l'instant, fait front – momentanément du moins. Mais elle ne fait pas encore partie de l'Union européenne.

Pendant ce temps, la République va son bonhomme de chemin... On attend toujours la décision du président du FMI, comme si son destin scellait celui de la France. Éric Zemmour, comme nous l'avions annoncé, sans grand risque de nous tromper, a été condamné, échappant de justesse à l'interdiction professionnelle réclamée par la gauche et les "associations", et la loi LOPPSI 2, votée début février, vise, comme nous l'avions évoqué, à juguler les défis politiques de la Toile en la plaçant sous liberté surveillée. À l'intérieur comme à l'extérieur, la France "de" Sarkozy est un pays aligné. ❑

François Marcilhac

NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'AF

Pour progresser, votre aide nous est indispensable

NUMÉRO après numéro, nous nous efforçons de continuer à améliorer la présentation de L'Action Française 2000 et l'intérêt de son contenu en étoffant son équipe rédactionnelle. Signalons les articles de Pascal Nari, notre spécialiste de politique étrangère, sur les événements d'Afrique du Nord, qui figurent parmi les meilleurs de la presse française par la qualité de ses informations et l'analyse politique qu'il en fait. Selon les courriers reçus, vous appréciez aussi la haute tenue de la rubrique littéraire d'Anne Bernet. Nous sommes sur le bon chemin. Mais pour nous permettre de continuer, nous n'avons pas encore résorbé nos dettes. Ce début d'année démarre difficilement sur le plan financier. Alors aidez-nous selon vos moyens, grosses et petites souscriptions seront les bienvenues. Merci d'avance. ■

Marielle Pujo

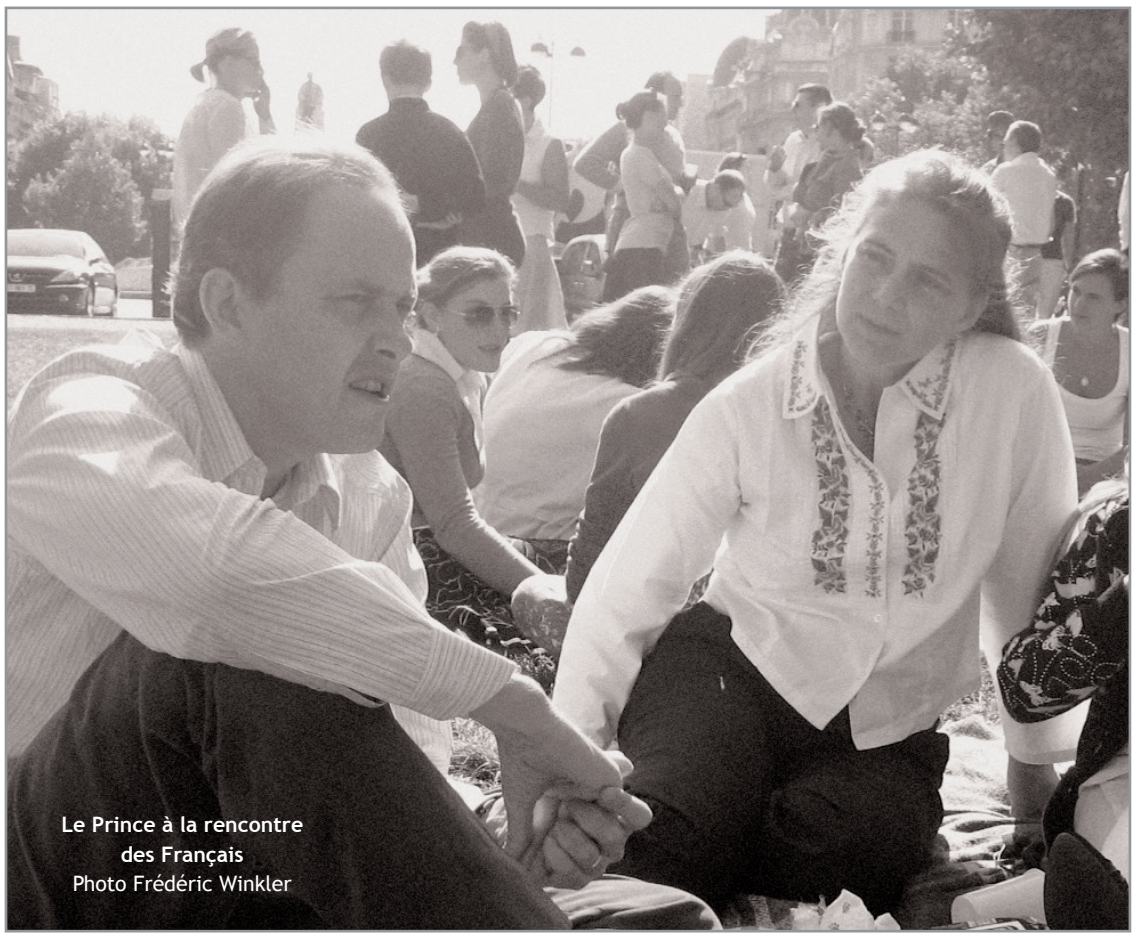
✓ Merci d'établir vos chèques à l'ordre de Mme Geneviève Castelluccio et de les lui envoyer à : L'Action Française 2000, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

❑ LE PRINCE JEAN DE FRANCE

« Consolider le tissu social »

Le prince Jean de France a bien voulu nous rencontrer pour nous livrer sa vision des questions sociales, marquée par la préoccupation des classes moyennes, la compréhension des difficultés rencontrées par les PME, nourrie par de multiples engagements associatifs.

Monseigneur, quel bilan tirez-vous de la publication d'*Un Prince français*, quinze mois après sa parution ?
Le livre s'est vendu à quelque 10 000 exemplaires. Comme toujours, les ventes ont été très fortes dans les six premiers mois. La couverture médiatique a été bonne et un quart des ventes s'est effectué dans le cadre des conférences que j'ai données à Paris, en province ou à l'étranger (j'ai fait deux conférences en Belgique). Pour un premier livre, je suis content, d'autant qu'on peut multiplier ce chiffre par deux ou trois pour avoir le nombre de lecteurs. Après mon mariage et la naissance de Gaston, ce livre m'a permis de rester présent en posant un cadre intellectuel à mon action. Loin de tout extrémisme, il reflète ce que doit être la position d'un prince : équilibrée, au service du pays. C'est ce qu'ont retenu, à mon sens, aussi bien les Français que les journalistes, comme l'ont montré deux émissions récentes, sur *France 2* (*Prise directe*) et sur *Canal Plus*. J'ai en quelque sorte planté le décor. Réflexion et action sont intimement liées, d'autant que le livre est le fruit de dix ans de déplacements. Il ne s'agit pas d'une réflexion éthérée : une matière concrète a servi de base à son élaboration. Il convient désormais d'engager une action dans un domaine où le prince est à sa place.



Le Prince à la rencontre des Français
Photo Frédéric Winkler

Que vous ont apporté vos rencontres avec les Français ?
J'ai cherché tout d'abord à délivrer des messages précis sur un certain nombre de sujets. Ces messages devenaient de plus en plus clairs au fur et à mesure que je les exposais et que je recueillais les réactions des Français. Ces rencontres m'ont également permis de mieux connaître le public qui s'intéresse à la monarchie. Durant mes dix années de déplacements dans le pays, j'ai pu établir de nombreux contacts qui ont eu un effet démultiplicateur. À Bordeaux, comme à Paris, j'ai parlé devant plus de quatre cents personnes. Certaines étaient convaincues, d'autres moins. J'ai rencontré la France dans toute sa diversité. J'ai pu engager un vrai dialogue avec des Français de toutes conditions socio-professionnelles et culturelles, de toutes origines aussi. Ils sont de plus en plus nombreux à réfléchir non seulement à l'avenir du pays, mais également au rôle d'un prince, éventuellement d'un roi, parce que le monde politique a du mal à répondre à leurs attentes, faute de leur donner des perspectives enracinées dans un véritable projet. Il y a de moins en moins de liant : pensons à l'isolement des personnes âgées, au sort des exclus. Chacun vit dans sa bulle : il suffit de voir les personnes dans les transports en commun. Un prince peut être ce liant que recherchent les Français : d'une part, l'histoire de ma famille rejoint notre histoire commune ; d'autre part, mes orientations visent à consolider le tissu social.

Votre expérience vous a permis d'approcher tous les milieux sociaux. De plus, la question sociale est une tradition de la Famille de France (*Lettre aux Ouvriers* du comte de Chambord en 1865, *Le Prolétariat*, écrit en 1936, par votre grand-père) : quels sont les grands axes de votre réflexion en ce domaine ? Vous inscrivez-vous dans une tradition et laquelle ?
La question sociale était la grande préoccupation de mon grand-père : la fondation Condé, qu'il a créée pour les personnes âgées, en est l'illustration. Personnellement, je me suis toujours engagé auprès des personnes handicapées, le handicap, à travers ma sœur et mon frère, faisant partie de mon quotidien. De plus, avant mon mariage, j'allais régulièrement à Lourdes comme brancardier. Je souhaite désormais aller plus loin, c'est du reste un des objectifs de l'association Gens de France cette année.
À Toulon, lors de la présentation de mon livre, j'ai eu l'occasion de visiter un quartier "difficile" et d'y observer l'action de l'association Le Rocher, qui vise à rétablir une verticalité et une horizontalité. La verticalité, c'est la difficulté qu'éprouvent ces populations, installées depuis peu de temps et touchées par le chômage, à s'enraciner. L'horizontalité, c'est surtout le mal-être des jeunes et le divorce des générations, particulièrement sensibles dans ces quartiers. Or un prince a toute capacité à agir sur ces questions.
En effet qui, mieux qu'un prince, qui incarne l'histoire de France dans toute sa continuité vivante – mon père comme chef de Maison et moi comme dauphin – peut expliquer à ces populations ce qu'est l'enracinement et leur proposer des perspectives de sortie, en faisant de la question éducative au sens large (les relations avec la famille et l'enseignement) et de l'accès au travail des priorités ? Il convient de leur redonner espoir. Ces quartiers, où vivent des populations diverses tant sur les plans culturel que religieux, sont un vivier naturel de réflexion et d'action pour un prince, apte, de par sa position, à leur faire partager un destin commun. Les politiques ne le peuvent pas parce qu'ils défendent des intérêts particuliers. Lui, au contraire, défend le seul bien commun, il est au service exclusif du pays : c'est tout l'intérêt d'avoir des rois et des reines. Pourtant la situation sociale et économique, aggravée par la crise, semble inciter la jeunesse à perdre confiance dans le pays...

La situation est difficile, en effet, mais nous restons la cinquième puissance économique mondiale. Dans ces conditions, pourquoi cette morosité ambiante ?
J'ai la conviction que nous n'avons pas fait les bons choix structurels. Seule une société d'équilibre, dont le centre de gravité est le plus bas possible, peut fonctionner. La clef de la réussite d'un pays comme la France, c'est sa classe moyenne. Plus celle-ci est forte et a la faculté de produire au travers de ses PME, plus le pays a de chances de s'en sortir. Or, dans les années précédentes, on a commis une double erreur : sur le plan économique, on a favorisé les plus riches et, sur le plan social, on ne s'est préoccupé que des plus pauvres. Il faut évidemment conserver nos fleurons économiques : mais n'oublions pas les entreprises familiales, qui sont de vrais gisements d'emplois. Il faut évidemment s'occuper des plus pauvres mais en développant le tissu social à partir des structures petites et moyennes, qu'il s'agisse des entreprises, des quartiers, des paroisses ou des associations, ce qui permettra de donner une forte impulsion au pays. Malheureusement, ce ne sont pas les choix qui sont faits aujourd'hui. Et le secteur productif est insuffisamment encouragé, face à une administration trop souvent paralysante. De plus, par clientélisme, les politiques visent à contenter certaines catégories de l'électorat, ce qui leur interdit de prendre les problèmes à bras-le-corps et de les résoudre. Je le répète, il faut faire des structures petites et moyennes, familles, quartiers et PME, ce sont là des priorités pour parvenir à régénérer le tissu social.

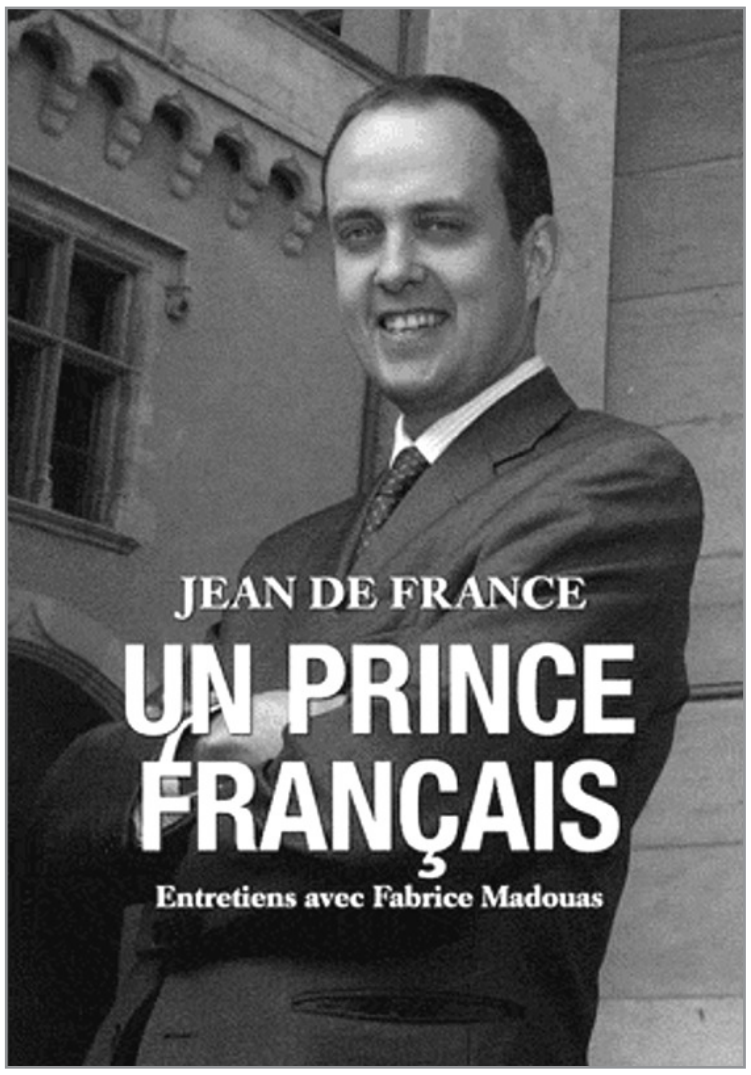
Monseigneur, vous avez écrit que « *l'impératif humain rejoint l'impératif social* » ; on parle des suicides à France Télécom, beaucoup moins des suicides de paysans ou de policiers : la souffrance au travail, non seulement physique, mais également psychologique et morale, ne vous paraît-elle pas un véritable phénomène social ?
Effectivement, mais outre les difficultés particulières vécues par les catégories que vous avez citées, la relation de travail est devenue trop tendue : les patrons cherchent à satisfaire les actionnaires qui cherchent à se remplir les poches. Dans les entreprises, les comportements ne sont plus tournés vers le bien commun, sauf à de rares exceptions près : or les entreprises qui ont fait ce choix sont à la pointe de leur activité tout simplement parce qu'elles ont compris qu'être bien dans son cadre de travail incite à donner le meilleur de soi-même. L'entreprise est souvent à l'image de son patron. Si le patron ne pense qu'à son profit, il en sera de même des salariés. C'est la même chose en politique : si le chef de l'État agresse verbalement les citoyens, ces derniers perdront tout respect pour l'autorité publique. La notion de service a déserté l'entreprise : on ne pense qu'à son profit personnel. Il appartient aux chefs d'entreprise de poser des règles saines et de montrer l'exemple.
Il faut par ailleurs assouplir les règles d'embauche, mais dans un cadre juridique strict, pour permettre aux entreprises, notamment aux PME, d'épouser la vie économique. Il convient également de rétablir un climat de confiance : les petits patrons, les artisans et les commerçants ne sont pas tous des exploiteurs ! C'est dans le cadre de ces structures à taille humaine que le respect de l'autre peut le mieux être pris en compte.

Monseigneur, l'immigration, notamment de travail, est encouragée par Bruxelles : n'est-ce pas le type même de la fausse bonne idée du fait que cette immigration pèse sur les salaires, vide les pays émergents de leurs cerveaux et de leur jeunesse, incite les pays développés à la paresse en termes de formation et de débouchés pour leur propre jeunesse, qui s'exile à son tour ? Enfin, elle aggrave les problèmes liés au communautarisme...
Vous avez raison. Un pays a besoin d'un socle commun. Comme le montrent les banlieues, la France n'est plus un modèle d'intégration, contrairement au sortir de la guerre, où des Français de toutes origines avaient partagé un destin commun. Il faudrait déjà que les diverses composantes de notre pays réussissent à partager des valeurs communes avant que nous ne pensions à en faire venir d'autres. En l'absence de socle intégrateur, il n'y a pas d'immigration réaliste possible. La priorité, c'est de travailler à ce socle intégrateur. Alors que 10 % de la population active n'a plus de travail, est-ce en favorisant l'immigration que nous résoudrons le problème du chômage ? Donnons d'abord du travail aux chômeurs. Attention, le vase pourrait déborder ! Absorbons et intégrons les immigrés présents sur »»»

»» notre sol avant d'en faire venir d'autres ! Quant à Bruxelles, c'est une administration qui se contente de poser des additions sans rien connaître des réalités concrètes des nations qui composent l'Europe.

Qu'en est-il à vos yeux de la représentativité et de l'action syndicales ? Les syndicats ne se contentent-ils pas trop souvent de canaliser les mécontentements ou de servir une clientèle sans être de véritables forces de proposition ?
Les syndicats sont nécessaires : le monde du travail a besoin de représentants. Le problème, c'est qu'ils sont politiques. L'existence de grandes centrales syndicales au plan national est légitime mais à condition qu'elles orientent leur action en direction des branches et des entreprises. Le rôle des syndicats est de défendre les salariés face à la direction en manifestant des besoins particuliers.

Vous souhaitez une simplification du droit du travail. N'est-ce pas la porte ouverte à de possibles dérives ? C'est souvent au nom de la simplification qu'on dérégule pour, prétend-on, adapter le droit du travail à l'évolution de la société...
L'homme est sur terre pour travailler : c'est un fait. Parce qu'on n'a pas le courage de traiter les problèmes au fond, on ne cesse de multiplier les aménagements ou les niches, que ce soit dans le domaine social avec les 35 heures qu'on n'a pas osé abroger, ou fiscal avec le "bouclier". Je suis patron de deux entreprises et je dirige une association : les seules questions administratives occupent quasiment un plein-temps. Plus aucun patron, même d'une TPE, ne peut s'en sortir sans comptable ni avocat. Les Français étaient des entrepreneurs, mais comme on ne leur facilite pas la tâche, ils n'osent plus s'engager dans des projets. Nos structures manquent de souplesse, elles sont figées. Une plus grande fluidité du marché du travail serait également nécessaire. Certes, l'opinion publique ne sera pas rassurée car depuis trente ans l'assistance l'a emporté sur la prise de risque, mais comme l'État est endetté, les mentalités vont devoir changer.
Personnellement, j'aurais bien voulu créer un emploi, mais, si je le faisais, compte tenu des charges, je mettrais en péril mon entreprise. D'ailleurs, ce qui est en cause, ce n'est pas tant le droit du travail que l'état d'esprit. On accumule de la législation en perdant de vue les principes, ce qui est contraire à notre tradition du droit. La loi devrait se contenter de poser les grands principes gouvernant le droit du travail et de l'encadrer. Cela permettrait notamment de faciliter l'embauche et la prise de risque, d'autant que les entreprises détournent la difficulté en recourant à tous les artifices juridiques pour reculer la signature des contrats d'embauche.
Dans le cadre de l'association Gens de France, nous travaillons à dégager les conditions de recréation du tissu social et économique français, en portant une attention toute particulière au rôle que doivent jouer les petites et moyennes entreprises dans cette reconstruction : une fois repérées une dizaine de problématiques, nous dégagerons les solutions concrètes permettant au pays de recouvrer son dynamisme.
Je le répète : la législation doit d'autant plus viser avec simplicité les grands principes qui président à la vie sociale et économique, que l'Europe ajoute aux difficultés en créant de nouveaux étages réglementaires qui ne tiennent aucun compte de la réalité.



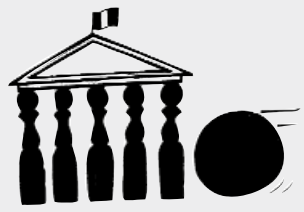
Monseigneur, dans vos vœux aux Français, publiés sur le site Gens de France, vous avez évoqué votre « *détermination à accentuer* [votre] *présence dans la vie publique* ». « *Je ne me contenterai plus de prendre la parole* », avez-vous ajouté, souhaitant « *agir concrètement dans un sens qui contribue à faire régner plus de justice* ». Serait-ce prématuré de vous demander de préciser votre pensée ?
Comme je vous l'ai dit, Gens de France se consacre cette année à la question sociale. Nous cherchons à faciliter l'action de plusieurs associations en mettant en relation des réseaux susceptibles d'apporter des fonds. Nous souhaitons également accompagner certains projets, comme l'organisation de sorties ponctuelles ou de camps d'été, non seulement en trouvant les fonds nécessaires pour faire partir un nombre toujours croissant de jeunes en difficulté, mais également en leur faisant découvrir concrètement de nouveaux centres d'intérêt : par exemple, si le camp se trouve en forêt, je peux leur apporter mon expertise de forestier pour les intéresser à la filière bois, qui est une activité d'avenir en raison de la nécessaire diversification des sources d'énergie. Un tel environnement leur permettra également de se pacifier intérieurement. Il s'agit aussi, sur le plan culturel, de leur faire découvrir des lieux – châteaux, cathédrales – qui sont l'expression de nos racines : rien ne vaut une appréhension concrète, d'autant qu'à cette occasion, ils pourront découvrir, là encore, de nouveaux métiers – restauration, artisanat, compagnonnage. Notre objectif est de suivre ces jeunes des quartiers sensibles dans leur évolution.

Un dernier mot, Monseigneur...
Les pays qui sont en difficulté ont souvent un fort potentiel mais manquent de structures. La société, ce sont les classes moyennes qui la constituent et l'armature des classes moyennes, ce sont principalement les familles et leurs entreprises. C'est une richesse que la France néglige trop souvent. Si les projets actuels de grandes métropoles se réalisent et que nous déplaçons les centres de gravité vers des mégavilles, nous allons au-devant de grandes difficultés. Du reste, c'est la première fois que nous avons un président des villes. Nous avions auparavant des présidents des champs. La ville, ça brille, ça bouge sans cesse, c'est stressant. Il faut revenir à des comportements plus sains. Notre philosophie politique et économique est profondément biaisée. Il convient avant tout de rétablir les grands principes : les solutions devront en découler. Quels sont-ils ? L'homme au cœur de la problématique économique et sociale, avec pour perspective le bien commun et un fort enracinement. Enfin, il est nécessaire, plus que tout, de conserver une grande liberté intérieure. ■

Propos recueillis par Axel Tisserand

SONDAGE

Les Français et la démocratie



Tandis qu'un sondage confirme la méfiance des Français à l'égard du régime des partis, les royalistes proposent une représentation organique de la nation.

LA NOUVELLE aurait dû tomber comme un couperet de guillotine. Mais elle sera passée quasiment inaperçue. Tout au plus, quelques grands quotidiens ou magazines nationaux l'auront évoquée, le strict minimum, en somme. Pourtant, les poussées revendicatives de la rue qui ébranlent le monde arabe contrastent curieusement avec ce qui se passe chez nous, où un sondage récent a révélé que jusqu'à 57 % des des personnes interrogées estiment que la démocratie fonctionne mal en France. 56 % n'ont confiance ni dans la droite ni dans la gauche pour gouverner le pays. Plus spectaculaire encore, 83 % des sondés considèrent que les responsables politiques prennent peu ou pas du tout en compte leur avis [1].

Règne sans partage

Mais comment s'étonner d'un tel résultat lorsque l'on sait que l'oligarchie républicaine règne sans partage et sacrifie les Français sur l'autel des idéologies européiste et mondialiste ? Lorsque plus de 59 % d'entre eux estiment qu'il y a trop d'immigrés en France et que plus de 40 % attendent de leur pays qu'il se protège davantage du monde, alors que nos politiques ne luttent absolument pas, autrement que par des mots, contre l'immigration ou la mondialisation marchande ? Pourtant, ces attentes n'ont rien d'illégitime : qu'y a-t-il de choquant à voir un peuple demander que l'on protège son modèle social, son économie, ses emplois, sa sécurité et son identité ? N'est-ce pas le rôle de l'État ?
Il est possible d'intégrer ce sondage dans un contexte plus global de "rupture" entre le "peuple" et les "élites". Phénomène décrit il y a plus d'une quinzaine d'années par l'intellectuel américain Christopher Lasch. À travers ce sondage, les élus prennent des coups pour leurs congénères sociologiques : grands oligarques économistes, journalistes des grands médias, pseudo-intellectuels du PAF, artistes "solidaires" multimillionnaires. Comme cette star de la *pop music* ayant affirmé à Éric Zemmour, toute honte bue, qu'il était favorable à la régularisation de tous les sans-papiers, et qu'il se fichait éperdument que cela fasse exploser le système social car lui « *s'en sortirait toujours* ». On s'en doute ! Mais le peuple français ?

Face à cette terrible désillusion, qui conduit 39 % des Français à ressentir de la méfiance à l'égard de la politique, voire du dégoût pour 23 % d'entre eux, c'est aux royalistes, qui incarnent la seule vraie rupture, de proposer une véritable alternative. Il existe des solutions pour rétablir la confiance des citoyens dans leurs élus. Mais il faudra commencer par mettre les idéologies républicaines au placard... et retrouver le sens des réalités. Le point primordial consiste à rapprocher les élus du peuple, afin qu'ils deviennent les représentants d'intérêts concrets et non plus les titulaires de mandats imprécis, que l'on "déboulonne" par un simple mouvement d'humeur en les remplaçant par d'autres élus qui ne changeront strictement rien au système en place. Les solutions se trouvent dans le suffrage exprimé au niveau local ou sectoriel, pour que les forces vives de la nation soient représentées. Peu importe le nom que l'on donne à ces alternatives (démocratie locale, corporatisme...), il s'agit simplement d'expulser du pouvoir les partis politiques, machines idéologiques ou carriéristes, pour les remplacer par les représentants réels du peuple français.
Cette forme de démocratie serait couronnée par une monarchie, incarnant l'unité du pays, pouvant agir sur le long terme, conduire en toute indépendance des projets d'intérêt général, totalement déliée des influences des groupes d'intérêts et des partis politiques. La monarchie serait ici la clef de voûte de cette "néo-démocratie". Par un magnifique retournement de situation dont l'histoire a le secret, c'est nous, royalistes, qui porterions les aspirations, bien légitimes, du peuple à une vraie démocratie. Non pas une "religion de la démocratie" qui ne sert bien souvent qu'à masquer les ambitions oligarchiques des minorités qui la portent. Mais une vraie démocratie, mise en œuvre là où elle est utile et nécessaire, s'appuyant sur une monarchie qui œuvrera elle-même là où elle est utile et nécessaire, le tout dans une harmonieuse alchimie propre au régime mixte. ❑

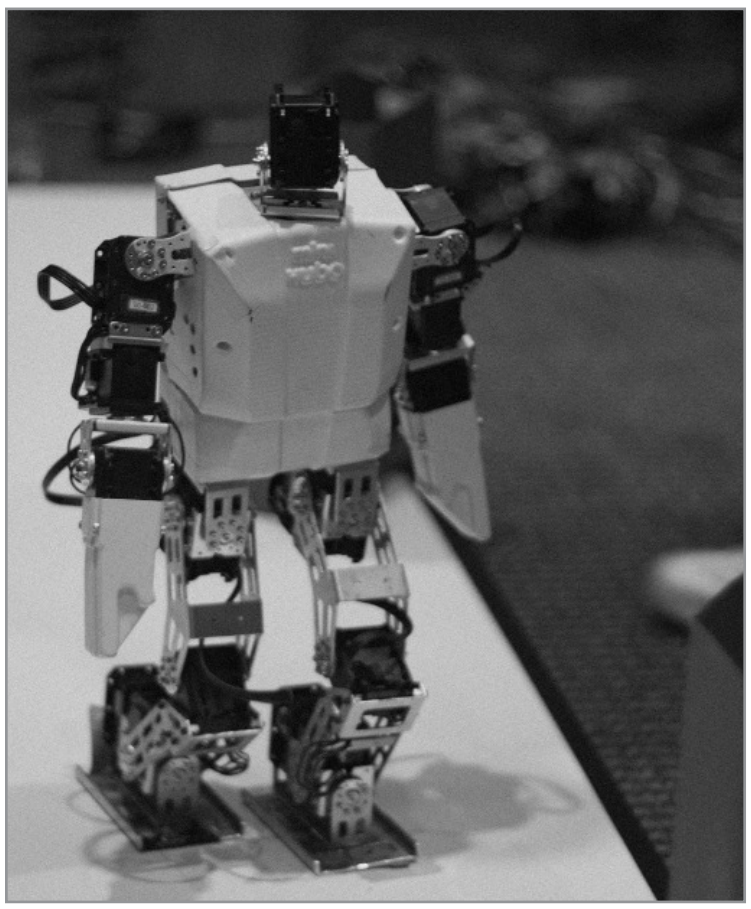
Stéphane Piolenc

[1] Sondage CEVIPOF réalisé en ligne du 7 au 22 décembre, selon la méthode des quotas, auprès d'un échantillon national de 1 501 personnes représentatif de la population âgée de dix-huit ans et plus, inscrites sur les listes électorales. La variation est mesurée par rapport à la première vague réalisée début 2010.

❏ TECHNOLOGIES

L'humanité régénérée

Derrière les progrès technologiques annoncés par Microsoft apparaît le spectre d'une humanité asservie, dominée par la "transparence" au mépris de l'oubli. Voyage dans un sombre futur.



Le 10 février, au palais des Congrès, Microsoft a exposé sa vision du futur. Un robot est venu présenter au public de nouvelles technologies qui vont changer la vie quotidienne. Entre le miroir magique reconnaissant celui qui lui fait face, la brosse à dents qui fait surgir un médecin sur écran, ou encore le robot intelligent capable de garder vos enfants ou d'apporter une aide médicale aux personnes dépendantes, nous n'aurons bientôt plus besoin du moindre contact humain. Les courses pourront se faire au domicile, chacun se promenant dans des rayons imaginaires en essayant vêtements ou autres produits pour savoir s'ils sont bien à sa taille.

Domicile interactif

Impossible, dites-vous ? Rien n'est moins sûr. Chacun sera muni de capteurs, devenant une véritable machine, ce qui commence déjà à travers la nouvelle génération de jeux vidéo. Les chercheurs de Microsoft vont très loin : « *Le projet Light Space promet quant à lui de rendre tout son domicile interactif. Un objet virtuel, comme une photo sur un texte, peut être déplacé manuellement, d'une table à un mur en passant de main en main* » (*LeMonde.fr*, 10/02/2011). Ils n'hésitent pas à parler « *d'ordinateurs situationnistes* ». Aucune référence à Guy Debord : il s'agit d'ordinateurs doués d'une parfaite connaissance de l'environnement de l'utilisateur. « *Les applications sont presque infinies, selon Microsoft : un terminal capable de parler automatiquement la langue de son interlocuteur, un téléphone mobile qui détermine si la personne est dans "l'humeur" de pouvoir répondre... "L'objectif final est de concevoir un ordinateur qui n'est pas seulement à nos ordres, mais un ordinateur qui travaille en notre nom, à qui on laisserait un peu la main", souligne l'intervenant* » (*LeMonde.fr* 10/02/2011).

Total Recall

Gordon Bell est l'un des pionniers de l'industrie des nouvelles technologies chez Microsoft, où il a travaillé avec Jim Gemmel sur un sujet d'envergure : le concept de *Total Recall*. Les deux chercheurs rendent compte de ce projet dans un livre paru en janvier. Il s'agit, comme son nom l'indique, d'offrir à chacun une "mémoire totale", d'enregistrer l'ensemble des données de la vie d'un utilisateur : toutes nos conversations, tout ce que nous voyons...

Voilà ce qui pourrait nous attendre : un homme dénué de cette fonction essentielle, l'oubli ; un homme de transparence. Comment alors maintenir un rapport hiérarchique entre les souvenirs ? Est-ce que cela ne posera pas quelques problèmes d'ordre psychologique, mais surtout d'ordre privé ? Qu'en est-il de l'intime ? Car il ne fait aucun doute qu'un tel projet conduise au piratage, à la manipulation des informations par l'État, à l'impossibilité de détenir des secrets, à la peur permanente de l'autre, de ce qu'on peut dire ou faire ; en somme, l'homme serait alors enchaîné par ses propres machines ! Bien sûr, les deux chercheurs évoquent des avantages, qui semblent pourtant bien minimes par rapport aux reproches que l'on peut faire à une telle technologie : meilleure efficacité au travail, soins plus faciles et plus rapides, inutilité de l'apprentissage par cœur pour les enfants (*sic*), *etc*. La folie d'un tel projet pourrait nous rassurer, certains que personne ne pourrait accepter ce paradis obscur... Mais l'argument qui l'accompagne et qui fait réponse à toutes nos objections s'accorde si bien avec l'ère du temps, avec ce mythe du progrès si persistant, que l'on peut se demander si ses promoteurs n'ont pas raison : « *Que vous succombiez à* [cette] *technologie demain* [...] *ou que vous décidiez d'y résister jusqu'au bout, la société s'est déjà engagée dans cette voie.* »

Nouvelle espèce

Une nouvelle espèce est en marche, un nouvel individu que nous prépare une société postmoderne aux projets de plus en plus ahurissants, en cela digne successeur de la Révolution française et de sa volonté de « *régénérer l'espèce humaine* », selon le titre du livre de Xavier Martin. Une nouvelle espèce que Michel Houellebecq s'est amusé à mettre prophétiquement en scène dans *Les Particules élémentaires*, lui donnant la parole dans son épilogue : « *Il subsiste quelques humains de l'ancienne race.* [...] *Leur taux de reproduction, cependant, diminue d'année en année, et leur extinction semble à peu près inéluctable. Contrairement à toutes les prévisions pessimistes, cette extinction se fait dans le calme, malgré quelques actes de violence isolés, dont le nombre va décroissant. On est même surpris de voir avec quelle douceur, quelle résignation, et peut-être quel secret soulagement les humains ont consenti à leur propre disparition. Ayant rompu le lien filial qui nous rattachait à l'humanité, nous vivons heureux.* [...] *Nous vivons de toute façon une vie différente. La science et l'art existent toujours dans notre société, mais la poursuite du Vrai et du Beau, moins simulée par l'aiguillon de la vanité individuelle, a de fait acquis un caractère moins urgent. Aux humains de l'ancienne race, notre monde fait l'effet d'un paradis. Il nous arrive d'ailleurs parfois de nous qualifier nous-mêmes - sur un mode, il est vrai, légèrement humoristique - de ce nom de "dieux" qui les avait tant fait rêver.* » Heureusement que la voix de nos maîtres sonne avec vigueur à nos oreilles et nous protège de tout découragement : « *tout désespoir en politique est une sottise absolue* » ! ■

Dimitri Julien

Au fil de la presse

Où il est question d'espèces protégées, de gens plus égaux que d'autres et de liberté bafouée.

❏ Le jeune site *Nouvelles de France* recense les meilleurs moments d'un colloque organisé à Lille, les 13 et 14 février, ayant pour thème « *Quel avenir pour les Chrétiens du Proche-Orient ?* » Annie Laurent, juriste islamologue, s'est livrée à une présentation de la "dhimmitude", cet état juridico-religieux de soumission des non-musulmans en terre d'islam, attendu que « *l'islam est un système politico-socio-religieux, un tout globalisant, sans distinction de domaines, la laïcité y* [étant] *un principe inconnu* ». Par le Coran fixant la supériorité de l'islam, « *le juif ou le chrétien, croyant en Dieu mais accusé d'avoir falsifié sa religion, reçoit un statut de dhimma, entre protection et assujettissement. En ce sens, l'islam est tolérant, c'est-à-dire condescendant* ». Les chrétiens d'Orient vivent dans le soupçon permanent de « *connivence* » avec « *un État d'Israël soutenu par des puissances occidentales* », soupçons, poursuit Annie Laurent, « *qui n'empêchent pas d'ailleurs l'Etat d'Israël de renvoyer les chrétiens à leur arabité, en faisant d'eux des chrétiens de seconde zone* ». Pis, les « *chrétiens d'Israël se sentent sacrifiés sur l'autel de la mauvaise conscience par leurs coreligionnaires d'Europe à cause de la Shoah* ».

❏ Pour autant, les chrétiens de France (et d'Europe) ne sont guère mieux traités, entre destructions d'églises et profanations de cimetières dans une assourdissante indifférence médiatique. En revanche, la deuxième religion de France bénéficie de toutes les attentions. Ainsi, *Le Parisien-Aujourd'hui en France*, titrait dans son édition du 19 février, « *Quel financement pour les mosquées ?* », après la décision élyséenne de reprendre la main, *via* le patron de l'UMP, Jean-François Copé, sur un domaine fortement aimanté par le Front national. « *Surtout, en évoquant à nouveau "sans tabou", la place d'un "islam de France", Nicolas Sarkozy laisse entrevoir en creux l'impuissance du Conseil français du culte musulman, cette instance à la création de laquelle il avait tant œuvré* [comme premier condé de France], *il y a huit ans déjà* ». Une incapacité désespérée, d'autant que, note encore le quotidien, « *le débat sur l'identité nationale n'avait pas empêché le FN* [...] *de faire 12 % au premier tour des régionales de 2010* », tandis que Mohammed Moussaoui, le président du CFCM, réagissant à l'annonce d'un débat en avril sur l'exercice des cultes en France, prévenait que si l'Islam présentait « *des spécificités* » (hypocrite litote), il n'était, cependant, nullement question de revenir sur « *sur le port du voile intégral ou les menus halal dans les cantines* [car] *il faut avancer, particulièrement à propos des lieux de culte* [et] *se pencher sur la construction de mosquées et la formation des imams* » (*Le Salon beige*, 17 février 2011). La conquête sournoise, progressive et méthodique de l'Islam "en" France a de beaux jours devant elle, alors que nos dirigeants continuent de creuser inlassablement le tombeau de notre disparition programmée.

C'est l'opinion de Jean Raspail qui, à l'occasion de la réédition de son eschatologique *Camp des saints*, confiait à l'hebdomadaire *Valeurs actuelles* (10 février 2011) : « *La vision développée dans le roman sera sans doute une réalité autour de 2050. La plupart des démographes sont d'accord sur le caractère inéluctable du phénomène, qui touche d'autres pays d'Europe. Les minorités dites visibles seront alors des majorités et ce sont les Français dits de souche qui seront minoritaires* »

❏ L'auteur sait bien la chape de plomb qui obstrue tout débat ouvert sur ce sujet hautement sensible, au point que la simple pensée intime est, en soi, un blasphème, que l'hérétique doit expier judiciairement lorsqu'il en prononce la moindre insignifiante virgule. Les Inquisiteurs à la petite semaine sont légion. L'essayiste Éric Zemmour vient de l'apprendre à ses dépens, qui a été reconnu coupable de provocation à la discrimination raciale et condamné à 2 000 euros d'amende avec sursis assortis de 10 000 euros de dommages-intérêts comme subvention privée aux ruineux calotins de l'antiracisme. *Libération* (19-20 février 2011) s'en pourlèche sans retenue, brocardant un « *Zemmour, polémiste délinquant* ». Ces plumitifs multiculturalistes tiennent enfin un « *délinquant* », un vrai ! Pas de ceux qui brûlent les bagnoles, caillassent les pompiers et les Samu ou tirent à balles réelles sur les forces de l'ordre, en vomissant leur haine des "faces de craie", de ces "céfrans" (Français) qu'ils injurient, dans leur "rap" primaire et débilitant. Et le journal de s'étrangler de la prétendue violation de la « *séparation des pouvoirs* » par le secrétaire d'État aux transports, Thierry Mariani, apportant « *un soutien personnel* » à Éric Zemmour. On ne sache pas que ce vertueux canard se soit pareillement offusqué lorsque ses amis ont soutenu l'écrivaillon terroriste ultra-gauchiste, Cesare Battisti, convaincu tout de même de quatre assassinats...

Aristide Leucate

❑ DÉFENSE EUROPÉENNE

À la poursuite des vœux pieux

Avant de quitté l'Hôtel de Brienne, Alain Juppé a réaffirmé sa volonté de « *relancer la défense européenne* » - un concept dont les contours flous masquent à peine la faiblesse des avancées.

Les ministres de la Défense de l'Union européenne réunis à Budapest

Une réunion "informelle" des ministres de la Défense de l'Union européenne s'est tenue à Budapest les 24 et 25 février. Au programme des discussions, notamment : la crise libyenne, la lutte contre la piraterie (dont la violence s'accroit au large de la Somalie) et la mutualisation des capacités. Cette rencontre devait être l'occasion de « *concrétiser les travaux engagés l'année précédente* », selon l'Hôtel de Brienne. *Mais tandis que Paris promet « la relance de la défense européenne »*, les structures de la Politique européenne de sécurité et de défense (PSDC), intégrées à l'UE, souffriraient déjà de sous-effectifs, pointés par notre confrère Nicolas Gros-Verheyde (Bruxelles 2, 23/02/2011).

Si des avancées sont à observer, c'est plutôt dans les cadres bilatéraux, quoique les engagements restent, là aussi, à concrétiser. Ainsi Berlin et Budapest viennent-ils de signer un protocole d'accord portant sur la logistique.

Londres et Ankara

De leur côté, Londres et Ankara négocient un pacte de coopération : « *Les Britanniques pourraient ainsi entraîner leurs pilotes d'hélicoptères en Turquie, qui présente un terrain (chaud et montagneux) proche de l'Afghanistan. Des officiers turcs pourraient être admis au Royal College of Defence Studies. Et vice versa. Des exercices en commun pourraient aussi être organisés. Enfin, les Britanniques souhaitent embarquer les Turcs dans la construction des futures frégates Type 26, prévues à l'horizon 2020.* » (*Bruxelles 2*, 16/02/2011) En France, un projet de loi autorisant la ratification d'un traité avec le Royaume-Uni a été présenté en Conseil des ministre le 23 février. Conclu pour au moins cinquante ans, l'accord prévoit la construction et l'exploitation conjointes à Valduc, en Bourgogne. d'une installation de physique expérimentale. « *Elle permettra de réaliser des expériences de laboratoire indispensables à la garantie du fonctionnement et à la sécurité des armes nucléaires des deux États* », assure l'Exécutif.

« *L'accord bilatéral avec le Royaume-Uni est un accord de coopération en Europe, mais pas un accord de coopération européenne* » analyse Jean-Michel Boucheron, député socialiste d'Ille-et-Vilaine. S'exprimant, le 16 février, devant la commission de la Défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale, Alain Juppé a cultivé l'ambiguïté : « *Dans ce que les Britanniques définissent comme un accord strictement bilatéral, nous voyons une brique d'une construction plus globale* », a-t-il déclaré. Ce faisant, peut-être cherche-t-il à entretenir quelque illusion, tandis qu'il proclame « *notre ambition d'édifier une Europe politique* ». Ce serait, selon lui, « *un objectif réaliste* », en dépit du constat selon lequel « *l'idée de l'Europe comme pôle d'influence, sans même parler d'une Europe puissance, n'est pas partagée par tous* ». « *C'est essentiellement une idée française* », a reconnu Alain Juppé, « *et qui ne fait d'ailleurs même pas l'unanimité chez nous* ».

Utopies néo-gaulliennes

Dans ces conditions, les partisans des vieilles utopies néo-gaulliennes continueront, vraisemblablement, de se raccrocher à quelques symboles. La Cour des comptes ne s'y est pas trompée. Dans son rapport annuel, elle dénombre huit corps militaires européens auxquels la France participe, de nature et d'importance variables (Brigade franco-allemande, Eurocorps, Eurofor, Force navale franco-allemande, Euromarfor, Joint Force air component command, Commandement européen du transport aérien, Eurogendfor). « *La réalité est que ces forces n'ont d'européen que le nom* », souligne-t-elle. « *En face de cela, l'Union européenne ne dispose* [...] *que d'un état-major général, sans chaîne de commandement.* » En outre, « *sans méconnaitre les lourdeurs inhérentes à toute décision d'emploi d'un corps multinational* », la Cour « *s'interroge cependant sur les motifs justifiant le maintien et le développement de ces structures militaires permanentes* ». Et d'appeler à « *revoir l'ensemble de ces dispositifs, dans une perspective de refonte et de réorganisation, voire de suppression* ». Un désaveu cinglant. ■

Grégoire Dubost

Remontrance européenne

LES LOIS Périssol, Besson, de Robien et Borloo ont-elles été appliquées au mépris du droit communautaire ? Elles conféraient un amortissement accéléré aux investissements dans l'immobilier résidentiel neuf. À condition que ceux-ci soient réalisés sur le territoire national. Or, selon la Commission européenne, « *ces dispositions sont incompatibles avec la libre circulation des capitaux garantie par* [les traités], *puisqu'elles dissuadent les contribuables résidents d'investir dans des biens immobiliers situés à l'étranger.* »
Si elle était saisie, la Cour de Justice de l'UE approuverait vraisemblablement la Commission. En octobre 2009, elle s'était prononcée sur des dispositions similaires en vigueur à l'étranger. Selon ses conclusions, « *à supposer même que l'objectif d'inciter la construction de logements à usage locatif afin de satisfaire aux besoins* [...] *de la population nationale soit de nature à justifier une restriction à la libre circulation des capitaux, il n'apparaît pas qu'une telle mesure* [...] *soit propre à garantir sa réalisation. En effet, au lieu de cibler des endroits où la pénurie de tels logements serait particulièrement marquée, la disposition nationale en cause fait abstraction des besoins différents d'une région à l'autre dans l'État membre concerné. De plus, toute catégorie de logement à usage locatif, du plus simple au plus luxueux, peut faire l'objet d'un amortissement dégressif. Dans ces conditions, il ne saurait être présumé que les investisseurs privés, motivés notamment par des considérations financières, satisfassent à l'objectif prétendument sociopolitique de cette disposition.* » Imparable logique européenne... ❑

L'IMPASSE

Les Belges ont la frite

Tandis que Didier Reynders poursuit ses négociations, une personnalité flamande propose de faire de Bruxelles une région à part entière, et l'on manifeste dans la bonne humeur.

ALBERT II « *a des pouvoirs, aujourd'hui, que le roi des Belges n'a plus eus depuis des dizaines d'années. Même les partis de gauche applaudissent parce qu'ils préfèrent cela au vide. C'est un paradoxe extraordinaire. Et je suis de ceux qui applaudissent. Sans réticence. On a besoin de cela pour le moment. Et j'espère qu'il continuera avec le même talent.* » Ce sont les mots de Philippe Moureaux, encore président des socialistes bruxellois il y a quelques jours. Dans le PS, il revendique d'être le dernier marxiste là où, comme ailleurs en Europe, la social-démocratie a renoncé depuis belle lurette à entonner *L'Internationale*. La crise belge s'étire comme un long serpent qui déroule ses anneaux. Jusqu'au 1er mars, date où il devait faire rapport au roi, Didier Reynders aura joué son rôle d'informateur. La presse rend compte de sa mission avec autant de scepticisme que d'ironie. « *Royal Air Reynders poursuit son voyage* », titre *La Libre Belgique*. Quoi de neuf ? Exclus initialement de la négociation, les libéraux francophones sont désormais mouillés. Tout le monde se tient par la barbichette.
Pendant ce temps-là, le prédécesseur de Didier Reynders qui, dans le carrousel, portait le titre de conciliateur, le socialiste flamand Johan Van De Lanotte, sort du bois. Puisqu'il n'en est plus en charge, et sans divulguer le secret des négociations, il annonce sa solution. S'inspirant de l'Union européenne, il évoque une future « *union belge* » composée de quatre entités : la Flandre, Bruxelles, la Wallonne et les territoires germanophones – ce qui existe déjà. L'originalité réside dans le fait qu'un homme politique flamand de première importance fasse figurer dans son architecture institutionnelle Bruxelles comme région à part entière. Mais s'il prévoit le maintien de la Sécurité sociale, il se prononce pour la scission de la justice. Ce qui provoque de graves réticences, voire l'hostilité de la magistrature. De toute manière, l'intéressé dit lui-même qu'une solution telle qu'il la préconise demanderait du temps pour être mise en œuvre. Encore devrait-elle être acceptée...

Esthétique corporelle

Après Reynders, sur qui personne ne parierait un liard, qu'arrivera-t-il ? Sauf la NVA de Bart De Wever, personne ne veut aller aux élections, mais, dans les coulisses, on parle de plus en plus d'un scrutin le dimanche 22 mai. À défaut, il y a peut-être encore du bois de rallonge à revendre. Et s'il ne suffit pas, le gouvernement Leterme, en charge des affaires courantes, pourrait être prolongé, et ses pouvoirs étoffés. Bref, l'imagination au pouvoir, le slogan de Mai 68 accommodé à la belge... En attendant, les Belges se défoulent. Bien plus pacifiquement que le monde arabe, ils ont fait leur révolution, celle de la frite. Elle a mobilisé quelques milliers de personnes, surtout des jeunes, à Gand (10 000), à Bruxelles (2 000), à Liège (quelques centaines), à Louvain-la-Neuve (1 500). "Révolution" bon enfant et parfois ludique. À Gand, estimant que, nus, les humains sont égaux, jeunes étudiants et étudiantes se sont dévêtus. Parmi eux, on vit même un professeur d'université dont l'esthétique corporelle n'était pas à la hauteur de son engagement moral... Peu importe. Il faisait froid mais beau et la journée s'est terminée dans un éclat de rire. Comme le dit et le veut la sagesse populaire : « *Mieux vaut en rire qu'en pleurer.* » ■

Charles-Henri Brignac

❑ LIBYE

L'incertitude au cœur du chaos sanglant

Quoi qu'en disent la plupart de nos confrères, la chute du colonel Kadhafi n'est pas assurée à court terme. Nul ne sait jusqu'où conduira sa folie... Quant aux Européens, ils sont menacés par un afflux d'immigrés, une nouveau choc pétrolier et la réactivation de réseaux terroristes.

Au moment où nous écrivons, ce lundi 28 février au soir, la situation libyenne semble confuse. C'est le moins que l'on puisse dire. Le colonel Kadhafi (que les Tunisiens, pratiquant le français, appellent avec humour Kadhafou) résiste toujours. Avec ses fils, sa famille, son clan, une partie de l'armée et des forces de l'ordre, des miliciens mercenaires qu'il aurait engagés dans certains pays africains. Il dispose de beaucoup d'argent. Contre qui résiste-il ? Contre la révolte, compréhensible, d'une grande partie de la population, surtout autour de Benghazi et en Cyrénaïque, région qui ne lui a jamais été très favorable. Mais aussi devant une grande offensive politico-médiatique menée par les Occidentaux.

Un véhicule calciné à Benghazi

Un régime ubuesque

Le régime de colonel plutôt fou est avant tout ubuesque. On oublie presque que la Libye de Kadhafi a été un pion important dans le dispositif de l'empire soviétique, que jusqu'à il y a peu, elle était un des principaux centres du terrorisme international, que Kadhafi a commandité et financé de nombreux actes terroristes et des mouvements séditieux, y compris en Europe. On omet également de souligner, que, l'administration Reagan exceptée, presque tous les États occidentaux ont déroulé le tapis rouge devant cet individu, ont frayé avec son régime d'une manière ou d'une autre. Les coups de menton, les réactions indignées et les protestations vigoureuses de ces derniers jours ne relèvent que de l'hypocrisie. Il est vrai que de tous les temps, l'hypocrisie a fait partie de la politique des États. Cela étant, le sort du colonel Kadhafi pourrait ne pas être enviable, et cela fera pleurer peu de monde. Mais ici, nous analysons une situation politique et ne délivrons pas une leçon de morale.

Guerre civile

À entendre les commentaires stéréotypés des médias, le sort du colonel semblerait fixé et sa chute imminente. C'est à espérer, à condition que le chaos qui suivra ne soit pas encore plus désastreux. Néanmoins, le régime libyen pourrait encore résister, et le pays devenir le théâtre d'une sanglante et longue guerre civile entre l'Est, la Cyrénaïque adossée à l'Égypte où la situation n'est pas sûre, et l'Ouest, la Tripolitaine, frontalière de la Tunisie, où elle l'est encore moins. N'oublions pas que la Libye est un pays de tradition tribale, où la guerre entre clans fut fréquente et ne demande qu'à se raviver. Or la communauté internationale reste assez démunie. Ce ne sont pas les menaces de traduction devant la Cour pénale internationale, encore moins les condamnations prononcées par la commission des droits de l'homme de l'ONU, qui pourraient y changer quelque chose. Ce n'est pas la démocratie dont on se gargarise actuellement qui pourra sortir de la crise libyenne, mais une tragédie inextricable. Le pire n'est pas sûr, mais il n'est pas à exclure.
La Libye se trouve à quelques encablures de l'Europe. Sa crise pourrait déboucher sur trois dangers quasi immédiats pour nos pays. *D'abord, un afflux massif d'immigrés* en provenance de l'Afrique du Nord, et, *via* la Libye, de l'Afrique subsaharienne. Kadhafi est à même d'encourager, voire de financer largement ce mouvement migratoire . On pourrait endiguer un mouvement de quelques milliers de personnes, mais pas de plusieurs dizaines voire de centaines de milliers. Le célèbre roman de Jean Raspail, *Le Camp des saints*, vient d'être réédité. Lisez-le.

Flambée du baril

Ensuite, une nouvelle crise pétrolière. Certes la Libye, à elle seule, représente moins de 3 % des exportations mondiales du "brut". Seule l'Italie en est assez dépendante. Mais si, comme cela semble possible quoique guère encore probable, d'autres producteurs étaient touchés, un nouveau choc pétrolier ne serait pas à exclure. Le jeu de dominos. L'Europe occidentale sort à peine d'une sérieuse crise, cela pourrait lui causer des dégâts considérables. *Enfin, une réactivation des mouvements terroristes*. Kadhafi dispose encore des réseaux et des moyens financiers à cet effet. Il n'y a rien de plus dangereux qu'un dictateur quasi fou avec un régime aux abois. un chantage par "messages" terroristes, pourrait se réaliser.

Quelle alternative ?

Le grand malheur de la Libye, société morcelée, peu homogène et tribale, tient à l'absence d'une alternative crédible. Le recours à l'armée, elle-même divisée à l'image de la société et plutôt Kadhafiste, est difficilement envisageable. Le chaos et les luttes intestines, un peu à la manière somalienne, ne sont pas à exclure. À cette différence notable près que la Libye est à la porte de l'Europe, avec un danger de contagion à ses voisins. Lorsque vous prenez une décision d'ordre géostratégique, disait le comte Alexandre de Marenche, orfèvre en la matière, regardez d'abord la carte... Le danger islamiste, avec les réseaux de Frères musulmans décimés par Kadhafi, n'est pas à écarter.
Un espoir subsiste : le retour à la monarchie. Dans Benghazi et quelques villes libérées de la Cyrénaïque, les vieux drapeaux de l'époque monarchique flottent à nouveau. La monarchie des Sénoussides, renversée par Kadhafi avec l'appui américain il y a plus de quarante ans, a été un facteur d'unité pour le pays. Elle n'est pas oubliée. Le souvenir en reste même vivace. Le prince Mohammed, la cinquantaine, héritier légitime du trône, est un homme cultivé, pondéré et prêt à assumer son rôle. Pour beaucoup, notamment les chefs de tribu, il reste le recours. Les Occidentaux auraient tort, comme en Afghanistan, de l'écarter. La Tunisie reste agitée. L'Égypte ne s'est guère stabilisée, loin de là. Les menaces subsistent au Yémen, à Bahrein... Le monde arabe est en ébullition. Une attention vigilante s'impose. ■

Pascal Nari

Le colonel Kadhafi vu par Moubarak

Tandis que les ambassades évacuent Triploli, les événements secouant la Libye ravivent le souvenir d'un entretien avec l'ancien président égyptien.

ON FERME ! L'ordre est venu de Paris. C'était vendredi dernier en fin de soirée. Pour les diplomates français à Tripoli, ce fut la stupéfaction. Depuis plusieurs jours, ils se dépensaient sans compter pour repérer leurs compatriotes disséminée en Libye et mobiliser avions ou navires pour les évacuer. Tâche ardue dans une situation chaotique.
Les diplomates des différentes ambassades sont à Tripoli. Or c'est précisément là que Kadhafi organise son réduit et s'efforce de galvaniser les fidèles qui lui restent. D'où l'inquiétude que suscite la sécurité des diplomates. On pourrait redouter qu'ils soient pris en otage. Les plus inquiets étaient les Américains, ce sont eux qui ont donné le signal et averti Paris et Londres. Dans les vingt-quatre heures des avions militaires rapatriaient les diplomates. La plupart des Français – sinon tous – sont revenus à contre-cœur. Ils voulaient demeurer sur place jusqu'à l'évacuation du dernier Français, comme le commandant d'un navire qui reste à bord jusqu'au moment où tous les passagers ont été évacués lors d'un naufrage. La Libye sombre et il demeure sur place des Français, des touristes. En particulier dans le Sud, dans le désert. Comme les communications sont coupées il n'est pas sûr qu'ils sachent ce qui se passe.
L'actualité devance le chroniqueur. Elle cravache la plume et la laisse à la traîne. Espérons que lorsque paraîtront ces lignes, Kadhafi aura été mis hors jeu. Ses récentes apparitions délirantes, sanguinaires, ont été celles d'un dément. Ce qui m'a remis en mémoire un épisode ancien. C'était au début des années quatre-vingt. Les fonctions qui étaient les miennes à l'époque m'avaient amené à être reçu en tête à tête par Moubarak. Les relations entre l'Égypte et la Libye étaient tendues. Pour les décrisper, le colonel Kadhafi avait dépêché au Caire un de se principaux ministres. La diplomatie avait repris ses droits. Ne voilà-t-il pas qu'à ce moment précis, à Tripoli, le ministre libyen étant toujours au Caire, le bouillant colonel s'était lancé dans une charge furibonde contre l'Égypte.

Cet homme est un fou !

Le même jour, Moubarak me recevait. Il écumait. Mon hôte ne mâcha pas ses mots. « *Cet homme est un fou, au sens propre. Il est d'ailleurs venu au Caire pour se faire soigner dans une clinique psychiatrique*. » Cela n'empêche pas Kadhafi de se maintenir jusqu'à ce jour, soit durant quarante-deux ans ! Avec un mélange d'intelligence, d'exaltation, de cruauté, pour sombrer aujourd'hui dans une démence hallucinée. La première fois où je me suis rendu en Libye, c'était sous la monarchie des Sénoussi. Le jeune officier admirateur de Nasser qu'était Kadhafi la renversa. Je retournai en Libye à l'occasion de la mise en œuvre – et de l'échec – d'un projet d'union entre la Libye, l'Égypte et la Syrie, j'entendis Kadhafi dans un discours flamboyant et exalté faire appel à « *l'âge d'or de l'Islam, lorsque nous, arabes, nous étions en Andalousie* ». En paroles et en images il déroulait les étendards verts de l'islam. Aujourd'hui, l'étendard que les insurgés ont ressorti à Tobrouk, à Benghazi, dans la "Libye libérée", est celui qui était celui du pays lors de ma première visite, celui des Sénoussi, celui de la monarchie. ❑

Charles-Henri Brignac

❑ POLÉMIQUE

La diplomatie boit le Boillon

Le Quai d'Orsay accumule les déboires. Le comportement déplacé du nouvel ambassadeur envoyé en Tunisie n'aura pas rattrapé la désinvolture de son ex-ministre de tutelle... On est loin de la sagesse d'un Talleyrand !

Pitoyable spectacle de guignols que celui qui nous est offert par Arnold Swarkozy et ses commis du Quai d'Orsay. D'abord, le gouverneur de la France, en peine de politique étrangère cohérente depuis les "révolutions arabes", s'en prend au Mexique, un État pleinement souverain, trivialement traité comme une république bananière, à propos d'une sombre affaire de complicité d'enlèvement qui s'est conclue par la condamnation de la Française, Florence Cassez, à soixante ans d'emprisonnement par la justice mexicaine. Sans doute pour contrebalancer un discours aussi tiède qu'insignifiant sur les événements émaillant le Maghreb et le Moyen-Orient, notre Naboléon impudent gonfle son torse court et piétine de ses talonnettes le protocole feutré et les usages discrets des relations internationales.

Le nouveau visage de la diplomatie française

La vertu outragée

Apparaît, ensuite, la mère Michèle (MAM pour les intimes), affublée de son Ollier marri, accumulant bourdes sur bourdes, s'enferrant dans l'insupportable excuse de la vertu outragée et de la pseudo-transparence. Ses "vacances" en Tunisie, au moment où le régime de Ben Ali vacillait, sa compromission dans un affairisme immobilier en faveur de ses parents nonagénaires (!), ont entamé un peu plus le crédit de notre politique étrangère déjà peu reluisante, Kouchner *regnante*. S'ensuivent les frasques d'un inconnu qui aurait gagné à le rester, Boris Boillon, en poste comme ambassadeur de France en Tunisie, excusez du peu ! Cet histrion prétentieux, hautain et infatué, béotien ignare des *gentlemen agreements* les plus élémentaires, se permet de traiter par-dessus la jambe la presse étrangère et ses homologues. Irresponsable jusqu'à l'imprudence, eu égard à la nécessaire dignité de ses fonctions, celui-ci s'exhibe, quasi dénudé comme une vulgaire *pornstar*, sur *Copains d'avant* ! Merci, à vous tous d'éclabousser de votre boue fangeuse ce qui reste de prestige à notre pays !

Dans l'arrière-boutique

Quelle leçon tirer de toute cette minable pantalonnade ? Principalement, que nos gouvernants mondialisés ont fini par oublier la France et, avec elle, une façon toute particulière, à elle propre, de conduire les affaires intérieures comme extérieures. Après avoir, pendant longtemps, formé de sérieux et ternes technocrates, l'ENA et ses épigones ont désormais pris le train en marche de l'avachissement moral, du dilettantisme et de l'insoutenable légèreté qui sied peu à l'exercice solennel du pouvoir. C'est ainsi que la conduite erratique des affaires intérieures explique les errements de la politique extérieure, la vitrine se confondant avec l'arrière-boutique. Maurice de Talleyrand-Périgord, dans son éloge du Comte Reinhard devant l'Académie des sciences morales et politiques, le 3 mars 1838 (www.le-prince-de-talleyrand.fr) avait esquissé les « *qualités nécessaires* » que devait revêtir un ministre des Affaires étrangères. Selon le louvoyant prince opportuniste mais ô combien brillantissime, « *il faut qu'un ministre des Affaires étrangères soit doué d'une sorte d'instinct, qui l'avertissant promptement, l'empêche, avant toute discussion, de jamais se compromettre. Il lui faut la faculté de se montrer ouvert en restant impénétrable ; d'être ré-*

servé avec les formes de l'abandon, d'être habile jusque dans le choix de ses distractions ; il faut que sa conversation soit simple, variée, inattendue, toujours naturelle et parfois naïve ; en un mot, il ne doit pas cesser un moment, dans les vingt-quatre heures, d'être ministre des Affaires étrangères ».

L'esprit français

Le "diable boiteux" dispensait alors une belle leçon sur l'esprit français, fait de mesure et d'audace. Parce que tout comme les autres serviteurs de l'État, « *dominé par l'honneur et l'intérêt de son pays, par l'honneur et l'intérêt du Prince, par l'amour de la liberté, fondé sur l'ordre et sur les droits de tous, un ministre des Affaires étrangères, quand il sait l'être, se trouve ainsi placé dans la plus belle situation à laquelle un esprit élevé puisse prétendre* ». Il poursuivait sa remarquable conférence par un véritable discours de la méthode diplomatique : « *La diplomatie n'est point une science de ruse et de duplicité. Si la bonne foi est nécessaire quelque part, c'est surtout dans les transactions politiques, car c'est elle qui les rend solides et durables. On a voulu confondre la réserve avec la ruse. La bonne foi n'autorise jamais la ruse, mais elle admet la réserve ; et la réserve a cela de particulier, c'est qu'elle ajoute à la confiance.* » Puisse le nouvel hôte du Quai d'Orsay lire et méditer ces quelques lignes et renouer plus largement avec la conception capétienne de la politique étrangère. Et que MAM-selle sans gène s'en retourne à sa quenouille et laisse la politique aux gens sérieux ! ■

Aristide Leucate

» ÉGYPTE

Le quotidien *Libération* publiait la semaine dernière un très long reportage entrepris à Meydan Al-Tahrir (place de la Libération au Caire). Interrogé par les journalistes, le romancier dentiste talentueux Al Asmain (auteur de L'Immeuble Yacoubian) déclare tenir d'un Français son adhésion à la "démocratie". Hélas ! Un autre Cairote, parlant des difficiles relations entre coptes et musulmans d'Égypte, rappelle : « *Au temps de la monarchie, nous vivions en bonne entente. Mais l'art britannique de la zizanie a changé tout cela.* »

» RÉCIPROCITÉ

Le président actuel des États-Unis a blâmé la France qui n'autorise pas le port du voile abusif aux musulmanes. Il serait urgent d'inviter ce brave président à porter le voile intégral lui-même : cela lui permettrait de ne pas voir les turpitudes exercées par ses armées d'invasion en Irak et en Afghanistan depuis les tortures jusqu'aux nombreux massacres collatéraux de civils. En complément d'action, il pourrait changer les armoiries des États-Unis et remplacer l'aigle vigilant par l'autruche. Il aurait mauvaise grâce à se plaindre de ces conseils. IL ne s'agit pour nous que de lui appliquer la réciprocité qui est la bonne règle des relations internationales.

» EMPIRES

« *La Chine est toujours un empire et veut être souveraine. La Russie de l'aigle à deux têtes aussi. Chacune d'entre elles organise à cette fin ses forces et sa diplomatie. Il arrive qu'elles le fassent ensemble* [...] *Les deux États sont en effet profondément attachés à la notion de souveraineté nationale.*
Or ils ne considèrent pas que l'Occident leur marque, à cet égard, le respect nécessaire. » (Extrait d'*Impostures politiques* de Marie-France Garaud)

Perceval

Courrier des lecteurs

IL CONVIENT de féliciter *L'AF 2000* qui, sous la signature de Pascal Nari, a donné une juste interprétation des troubles de la Tunisie. Pour donner le « *pouvoir* » à la rue, il aura fallu beaucoup d'argent, de grossiers mensonges et le salut indécent donné par le président des États-Unis à la « *grande Révolution tunisienne* ». Le peuple tunisien, jusqu'ici exempté de guerre étrangère et de guerre civile, grâce aux qualités de ses gouvernants, connaissait « *l'économie la plus prospère de la région* » avec l'approbation de M. Strauss-Kahn. Les femmes tunisiennes n'étaient pas voilées, ni soumises aux répudiations intempestives, ni enterrées vivantes selon les règles de faux musulmans que sont les « *islamistes* ». Les frères musulmans de Tunis avaient osé s'emparer de l'enseigne prestigieuse d'El Nahda (renaissance), qui fut celle de la langue arabe, ressuscitée à la fin du XIXe siècle par les chrétiens d'Orient. Mis en route pas la CIA, ils vont tenter de détruire la Tunisie. En outre, Tarek Ramadan, petit-fils de leur fondateur, dispose d'une chaire à l'université d'Oxford. ■

Michel Nasrallah (Beyrouth)

L'église Saint-Georges
et la mosquée Mohammad Amine
à Beyrouth

NOTRE JOURNAL VOUS INTÉRESSE ?

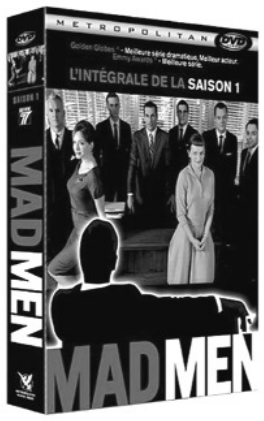
Pour lui permettre de vivre, abonnez-vous, faites des abonnés !

BULLETIN D'ABONNEMENT EN PAGE 13

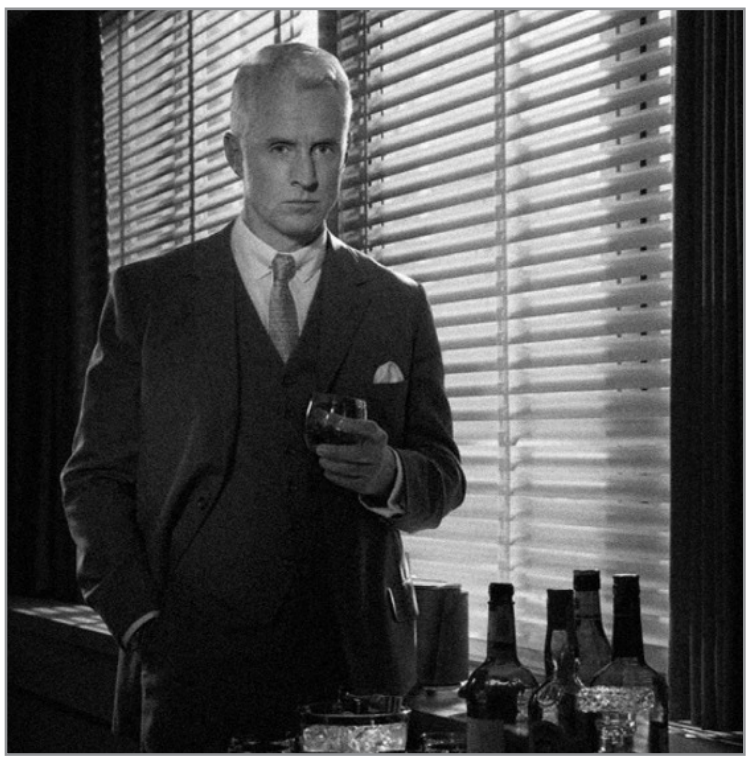
❑ SÉRIE TV

Façonner l'opinion des *Sixties*

Dans le New York des années soixante, *Mad Men* met en scène l'activité d'une agence publicitaire. Au fil des épisodes sont initiées les techniques façonnant la société de consommation.



Une cigarette dans une main, un verre de whisky dans l'autre : voilà l'image que l'on pourrait associer à cette série dont le créateur et producteur exécutif, Matthew Weiner (le même qui est à l'origine des *Soprano*), vient de recevoir la médaille de Vermeil de la ville de Paris. *Mad Men* est un véritable phénomène : encore parfaitement inconnue en France il y a un ou deux ans, la série est maintenant dans tous les journaux, du *Figaro* au *Monde* en passant par *20 Minutes*.



Une série marquée d'un remarquable esthétisme visuel et mélodieux

Le tabac et l'alcool

L'histoire se déroule à New York au cours des années 1960, dans l'agence Sterling Cooper Advertising. Toute une époque y prend vie, magistralement mise en scène avec son tabac, son alcool, la masculinité sans complexe au sein de l'entreprise et surtout l'influence croissante de la publicité au sein d'une société de consommation qui prend son essor. Les meubles, l'organisation des bureaux, les répliques, les habitudes, la musique... nous plongent dans une autre époque, avec son rêve américain assumé par une classe d'hommes fiers, arrogants et téméraires, à la tête d'un véritable empire publicitaire. « *Ils estimaient qu'ils avaient changé les choses, qu'ils avaient apporté à la culture la notion de liberté, le sexe, la drogue et l'idéalisme* », selon Matthew Weiner.
Mad Men nous offre une perspective très intéressante sur notre société de consommation. La publicité prend une place croissante au fil des épisodes, l'entreprise s'internationalisant petit à petit pour gagner de plus en plus d'influence. Une marque de cigarettes a besoin d'une campagne publicitaire qui saurait pallier l'annonce des méfaits toxiques du tabac ? Voilà ces hommes qui travaillent, observent autour d'eux les désirs et ambitions de chacun pour penser la meilleure manière de manipuler une société reposant de plus en plus sur les médias. Fumer, c'est devenir l'homme moderne ! Utilisez tel produit plutôt qu'un autre, car c'est ce qui fera de vous l'homme du futur !
Comment la modernité, ses produits et ses consommateurs sont en partie la création de quelques individus créant désirs et envies... Voilà ce que cette série nous dévoile. Digne d'Edward Bernays et de son *Propaganda : comment manipuler l'opinion en démocratie*, qui montre très bien comment les manipulations de masse ne sont pas nées des régimes totalitaires mais de la démocratie libérale américaine, notamment à travers la publicité.

Un style saisissant

En outre, la série est marquée d'un esthétisme visuel et mélodieux remarquable : « *stylisée, visuellement saisissante* [...], *un drame pour adultes sur l'introspection et les inconvénients de la modernité dans un monde d'hommes* », selon le *San Francisco Chronicle*. On ne se lassera pas d'écouter les musiques de cette époque, accompagnant ces messieurs-dames dans les bars et grands restaurants de New York, où le luxe et l'assurance des personnages semblent presque outrageants. Tous sont pourtant attachants, du mystérieux Don Draper, dont le passé semble bien trouble, à la jeune et naïve Peggy Olson, qui tend à trouver sa place au sein d'un monde encore très sexiste, en passant par ce Pete Campbell ambitieux, méprisant et bénéficiant de l'influence d'une famille riche et puissante, qui découvre un monde dans lequel son rang ne compte pas autant qu'il le voudrait.

Une époque reconstituée

Mad Men est donc une série aussi belle qu'intéressante, même s'il ne faut pas s'attendre à un ensemble de rebondissements qui mettent le téléspectateur en haleine. Son point fort reste finalement dans la reconstitution d'une époque qui petit à petit nous devient attachante ; une ambiance pleine de musique, de fumée, de tabac, qui s'accompagne de personnages aux multiples facettes et de dialogues dans lesquels se côtoient humour grinçant, situations absurdes et réflexions philosophiques et existentielles. ■

Dimitri Julien

✓ Les trois premières saisons de *Mad Men* sont disponibles en France en DVD et Blu-ray, chacune comportant treize épisodes de 42 minutes environ.

BD

Un Paris soviétique

Plongée dans un passé revisité par une image superbe, angoissante et poétique.

Et si le débarquement de Normandie avait échoué. Si c'était les Russes qui nous avaient libérés en 1946. Si la France, non l'Allemagne, avait été coupée en deux ; si le fameux *checkpoint* Charlie s'était trouvé, non à Berlin, mais en plein Paris... Telle est l'uchronie qui sert de base à ce remarquable album. Décembre 1951 : à la veille d'une conférence Est-Ouest dont dépend la paix du monde, la police de la République démocratique française est contrainte de réclamer l'aide de ses collègues de la zone occidentale pour traquer le tueur en série qui découpe des prostituées à Pigalle. Ancien de la Brigade des Mœurs, héros d'une France libre anéantie par la mort de De Gaulle, et désormais agent du Renseignement français, Jacques Saint-Elme est envoyé de l'autre côté afin d'enquêter. Excellente couverture pour d'autres activités...
Tout est effroyablement crédible dans ces pages où l'on traverse un Paris en ruines, nocturne, désespéré et terrifiant, où l'on croise quelques grandes figures de l'après-guerre littéraire, politique ou mafieuse, qui, évidemment, ont connu un tout autre destin. L'image est superbe, angoissante et poétique, l'intrigue machiavélique. Les questions posées troublantes. C'est le nez de Cléopâtre et le grain de sable de Cromwell qui sont les moteurs de cette série *Jour J* où un infime détail vient changer la face du monde et de l'histoire.
Bien sûr, l'on n'échappe pas tout à fait au politiquement correct : plus que l'échec du *D Day*, c'est la mort suspecte de De Gaulle qui cause le malheur de la France ; en zone ouest, les esprits libres s'appellent Camus, Mitterrand, *etc*. Il n'empêche que c'est diablement bien fait, bien pensé, bien dessiné... ❑ **A.B.**

✓ Duval et Pécau Séjourné : *Jour J, tome II - Paris Secteur soviétique*, Delcourt, 56 pages, 13,95 euros.

CINÉMA

Les films de mars

❑ **TRUE GRIT** – Pour une poignée de dollars ! Pour venger le mort de son père lâchement abattu par un rascal du nom de Tom Chaney, Josh Brolin, Mattie Ross, Hailee Steinfeld qui crève l'écran, gamine de quatorze ans plus têtue qu'une mule, pour qui un dollar est un dollar et, surtout, qui en a dans les tripes, engage pour 100 dollars un vieux dur à cuir porté sur la boutanche, le poil en friche, crasseux, mal embouché et borgne, mais meilleure gâchette de l'Ouest, à savoir l'US Marshal Rooster Cogburn, Jeff Bridges. Et voilà le vieil homme et l'enfant lancés sur les traces du meurtrier et rejoints dans leur traque en territoire indien par un Texas Ranger fringué comme un Buffalo Bill d'opérette, LaBœuf, Matt Damon. Et le trio improbable de chevaucher désormais ensemble vers ce qui fait l'étoffe des légendes de l'Ouest, le vrai... Quarante-deux ans après *Henry Hathaway*, les frères Joel et Ethan Coen "remake", même s'ils s'en défendent, le film *Cent dollars pour un shérif* adapté du roman *True Grit* de Charles Portis (film qui valut à John Wayne, Rooster Cogburn, l'unique Oscar de sa carrière). Une nouvelle version plus proche du livre de Portis, qui sent bon les grands espaces, la poudre noire, le whisky et le sang, dans laquelle Jeff Bridges succède sans faire honte à John Wayne. Une bonne surprise pour un pur western qui respecte tous les codes du genre. *Go West* !

❑ **AVANT L'AUBE** – À la frontière de l'Andorre, côté français, la montagne n'est pas toujours belle. Surtout lorsque le client – un promoteur immobilier andorran – disparaît mystérieusement après avoir séjourné dans un grand hôtel tenu par un propriétaire râleur sur les bords, Jean-Pierre Bacri. Une disparition qui fait tache à la veille de Noël et du mariage du fils du patron, gendarme de haute montagne. Qu'est devenu le client ? Seul un jeune employé sous contrôle judiciaire, Vincent Rottiers, semble connaître la vérité. Une vérité qui, dans un premier temps, lui attire la sympathie – un peu excessive – de son patron. Dans un deuxième temps, quand l'étau policier se resserre avec l'arrivée d'une fliquette, Sylvie Testud, la "sympathie" de son patron risque de se refermer sur lui comme un piège... Sur un scénario original, Raphaël Jacoulot signe un "policier" très "chabrolien" qui se déguste comme bon vin.

Alain Waelkens

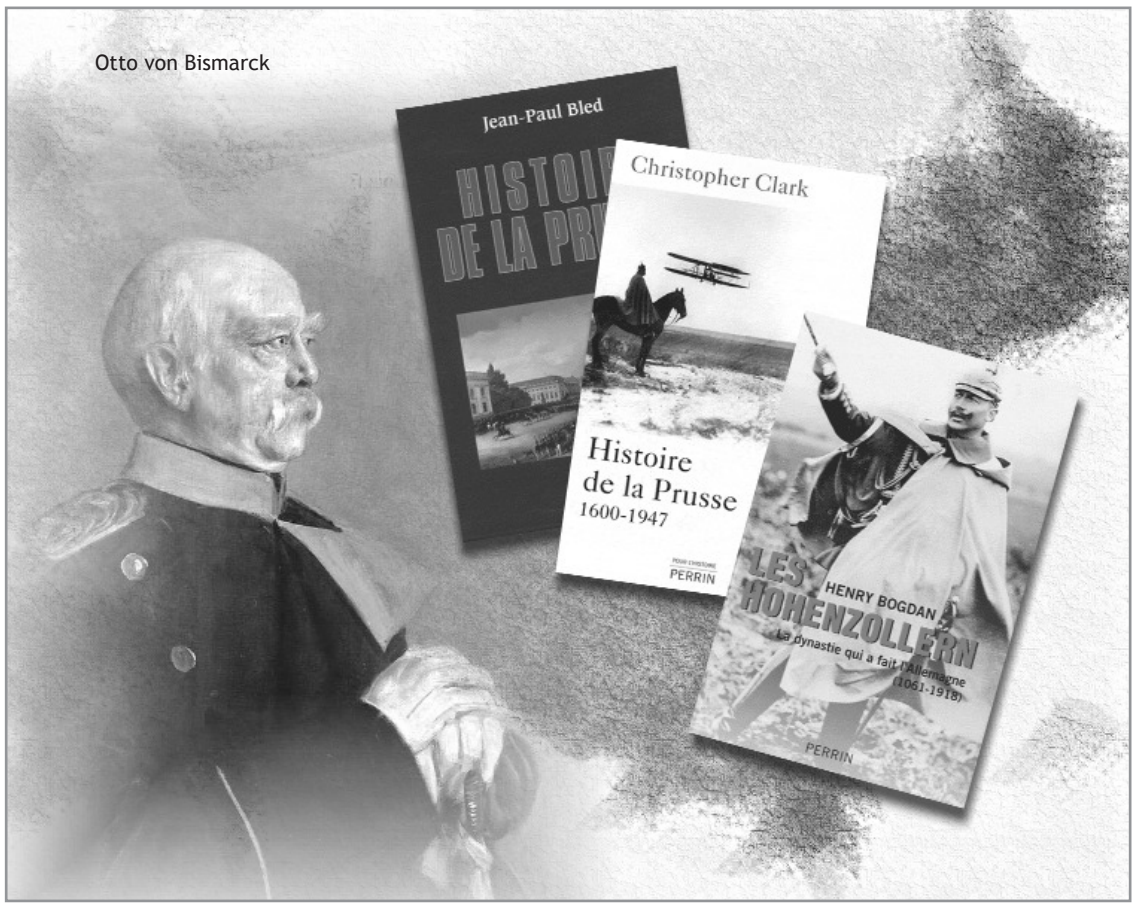
JEAN-PIERRE LAMY
Estimations immobilières et commerciales
Membre de la Compagnie Nationale des Experts Judiciaires en Estimations Immobilières
223 rue de l'Université 75007 Paris
Bureaux à Avignon et Cannes
06 63 09 35 16
lamyjeanpierre@sfr.fr

❑ LIVRES

Pour le roi de Prusse

Matrice de l'Allemagne moderne, responsable de deux guerres mondiales et des atrocités du IIIe Reich, la Prusse fut éliminée de la carte par les vainqueurs en 1945. Il s'est avéré plus difficile de l'effacer des mémoires.

Tout commence au XIIIe siècle, quand les chevaliers teutoniques partent évangéliser le glaive au poing le monde balte, dernier territoire européen ancré dans le paganisme. Cette zone entre Vistule et Niémen, on l'appelle Porussen, "à côté des Russes", mot qui donnera leur nom à la Poméranie et à la Prusse. Les Teutoniques la germanisent en y attirant des colons venus d'Allemagne.



Otto von Bismarck

Conflits en germe

Les conflits de l'avenir sont en germe dans la projection de cette enclave allemande en pays slave. Au début de la Réforme, le grand maître teutonique, Albert de Hohenzollern, converti au protestantisme, obtient du roi de Pologne, contre serment de vassalité, le titre de duc de Prusse. Titre qui passe, en 1603, à son cousin, le Margrave de Brandebourg. Désormais, les Hohenzollern, maîtres de domaines sans continuité territoriale, travailleront à les réunir, et s'en donneront les moyens en renforçant de génération en génération leur puissance militaire, économique et diplomatique, jusqu'à s'ériger en souverains en 1701 et s'imposer en État dominant.

Jean-Paul Bled, l'un des meilleurs spécialistes français de l'histoire germanique, après avoir consacré de nombreux ouvrages à l'Autriche et aux Habsbourg, s'intéresse au rival prussien dont les efforts sapèrent peu à peu le vieil empire catholique. Son *Histoire de la Prusse* constitue une synthèse didactique claire, intelligente, argumentée, documentée, jamais lassante ni ennuyeuse, qui va à l'essentiel sans perdre le lecteur dans le dédale des intrigues, querelles et conflits. D'une extrême honnêteté intellectuelle, ce travail qui n'ignore pas les aspects culturels, sociaux, économiques, religieux, met en évidence la continuité d'une œuvre, d'une pensée, d'une volonté, exercées à travers des personnalités contrastées mais toutes habitées d'un même amour et d'un même sens de la grandeur de leur pays. Cela ne rend pas les Hohenzollern plus aimables, mais il faut admettre qu'ils donnèrent pendant près de cinq siècles une extraordinaire démonstration des bienfaits de la monarchie et de la continuité dynastique. Maurras avait raison de vouloir le roi chez nous et la république chez les autres...

Comparer ce livre à l'*Histoire de la Prusse* de l'Australien Christopher Clark est révélateur du fossé séparant historiographies européenne et anglo-saxonne. Clark peut avoir vécu en Allemagne, s'y être marié, enseigner à Cambridge, il n'en reste pas moins foncièrement étranger à l'univers dont il se fait censeur et juge plutôt qu'analyste. Les lectures, les connaissances emmagasinées n'y changent rien : ces monarchies, ces racines catholiques, ces usages, ces façons d'être et d'agir, ces codes d'honneur d'un autre temps lui échappent. Il ne cherche pas à les comprendre et les condamne en bloc comme aux antipodes du modèle démocratique et libéral en vigueur. Étrange démarche historique mais qui a les faveurs d'un public, surtout américain, rassuré dans son sentiment de supériorité.

Un État artificiel

Que la Prusse, État artificiel sans frontières naturelles, soit le lent et patient produit d'une famille royale échappe à Clark. C'est pourquoi son Histoire donne une sensation de désordre. Ayant choisi de se centrer sur le Brandebourg, au détriment de la Prusse orientale, il se condamne, et condamne son lecteur, à ne pas saisir grand-chose aux événements. Les électeurs, rois, princes, hommes politiques, il les exécute d'une sentence lapidaire, facile à retenir, d'une épithète en général peu flatteuse, « *ivrogne, demeuré* »... Ce qui l'attire, ce sont les groupes, les idées, les mouvements de foule, les changements économiques. Cela donne quelques chapitres intéressants sur le piétisme, la bureaucratie, l'antisémitisme, perdus dans une somme aussi gigantesque qu'incohérente et prétentieuse. Ses à-peu-près caricaturaux s'agissant de la France, chaque fois qu'il faut parler de ses rapports avec la Prusse, inquiètent quant au sérieux de l'ensemble. C'est ainsi que l'on voit « *la vieille Europe* » depuis Sydney ou Washington, et cela explique bien des choses...

Pour ne pas figer Frédéric-Guillaume Ier en maniaque de l'armée, Frédéric II en homosexuel, les autres à l'avenant, vous vous référerez à l'étude serrée de Henry Bogdan, *Les Hohenzollern, la dynastie qui a fait l'Allemagne*. Elle suit, branche par branche, l'étonnant parcours de ces hobereaux de la Souabe dont la fidélité avait plu aux Hohenstaufen qui leur confièrent des postes de burgraves ; ce marchepied les mena, relativement vite, à fonder des maisons souveraines. Ici, l'histoire de la Prusse se lit à travers eux, unique façon de faire. Loin des clichés, ils apparaissent ouverts au progrès, aux arts, aux Lettres et passablement éloignés de la brute épaisse.

Grâce à Voltaire qui, après leur brouille, lui tailla cependant des croupières, Frédéric II reste le mieux connu et le moins honni des souverains prussiens. Ce francophile enragé fut pourtant le premier à nous chercher noise, à cause du renversement d'alliances qui aligna la France au côté de l'Autriche à l'heure où la Prusse comptait sur la faiblesse de la jeune impératrice Marie-Thérèse pour s'imposer. Cela nous valut l'humiliante défaite de Rossbach. Et à Frédéric, qui avait pris des risques insensés, et failli tout perdre, son surnom de Grand. Jean-Paul Bled lui consacre une belle biographie, sensible et profonde, qui débarrasse le personnage des légendes tenaces et resitue la terrible querelle qui l'opposa à son père, "le roi soldat", dans sa véritable dimension : celle des angoisses d'un souverain redoutant de laisser son royaume aux mains d'un successeur qui ne saurait pas faire fructifier les efforts ancestraux. Il se trompait : pour être d'un tempérament différent et user d'autres méthodes, Frédéric n'en continua pas moins l'œuvre familiale et l'amena à maturité. Le "vieux Fritz" meurt en 1786. Vingt ans plus tard, Iéna semble sonner le glas d'une Prusse sortie mal à propos de la neutralité qu'elle observait vis-à-vis de la France révolutionnaire depuis 1795.

Une figure à part

Louise de Mecklembourg-Strelitz est une figure à part, seule femme à émerger d'une dynastie guerrière. Mariée à dix-sept ans au futur Frédéric-Guillaume III, désespérément velléitaire, elle cherche à lui faire partager son horreur du phénomène révolutionnaire, n'y parvient pas, le regarde, impuissante, prendre à contre-courant les décisions engageant l'avenir du royaume. La défaite laisse la Prusse anéantie, ses souverains réfugiés près d'Alexandre Ier ; l'amitié amoureuse qui lie le Tsar à la reine, sentiment platonique que la presse française exploite honteusement pour discréditer Louise, n'empêche pas la Russie de sacrifier les intérêts prussiens à Tilsitt. La souveraine tente en vain d'émouvoir Napoléon. Mais le courage inutile de Louise galvanise la Prusse et conduit au redressement de 1813. Elle ne le verra pas. Elle meurt en 1810, usée par les épreuves, à trente-quatre ans. Jean-Paul Bled ne s'arrête pas à la pieuse légende entourant la mémoire de la reine , personnalité complexe. Peu instruite, d'une intelligence limitée, Louise, héroïne romantique, belle, touchante, admirable, malheureuse, demeure l'égérie de sa nation. Son fils cadet, Guillaume Ier, n'oubliera pas les avanies infligées par la France à sa mère. Il les fit payer en 1870...

Les premiers souverains prussiens cherchaient la continuité territoriale et l'abaissement de l'Autriche. Les traités de 1815, qui amènent la Prusse sur le Rhin, changent les visées des Hohenzollern. Leur but sera désormais l'unification de l'Allemagne et l'expulsion des Habsbourg du monde germanique. Ils y parviendront, grâce à Bismarck. Ce nom hérisse le public français qui l'associe à de très mauvais souvenirs. Impossible, malgré tout, d'ignorer le chancelier de fer dont Jean-Paul Bled publie une biographie mesurée qui humanise un peu le personnage.

Habile et audacieux

Surnommé "le réactionnaire rouge", Otto Von Bismarck ne se réduit pas à un Junker borné et belliqueux, pas plus que sa politique à la formule provocatrice "par le fer et le sang". Habile et audacieux, osant des alliances contre-nature momentanées pour toucher au but, il contre le péril révolutionnaire, triomphe de l'Autriche à Sadowa en 1866, victoire dont l'ampleur change définitivement le visage de l'Europe, abuse Napoléon III sur ses intentions, ce qui conduit, après Sedan, au double désastre de la perte de l'Alsace-Lorraine et de l'unification allemande, péril que les Capétiens avaient toujours su éviter. Le conflit ouvert avec l'Église à l'occasion du Kulturkampf marquera son seul échec, qu'il saura négocier car il était capable d'une souplesse proportionnelle à sa grande intelligence...

Ces qualités manquaient à Guillaume II dont le premier souci, monté sur le trône en 1888, fut de se débarrasser de Bismarck avant de liquider méthodiquement son œuvre jusqu'à l'ultime catastrophe de 1918 et la chute des Hohenzollern. Christian Baechler essaie de comprendre cet homme tourmenté, affligé d'un handicap physique qu'il s'acharnait douloureusement à surmonter, rongé par ses relations conflictuelles avec sa mère anglaise. Guillaume Ier avait craint de voir l'Allemagne dévorer la Prusse. Ses craintes étaient fondées : son petit-fils s'identifia trop à cette nation arrogante et conduisit à l'effondrement de l'édifice entier... ■

Anne Bernet

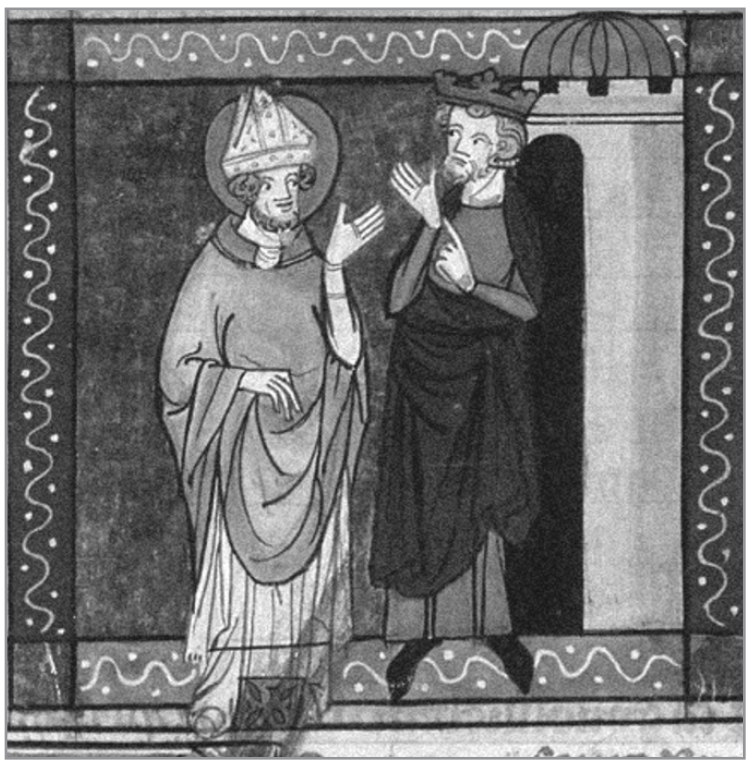
✓ Jean-Paul Bled : *Histoire de la Prusse*, Fayard 480 p., 26 €.
✓ Christopher Clark : *Histoire de la Prusse*, Perrin, 800 p., 29,50 €.
✓ Henry Bogdan : *Les Hohenzollern*, Perrin,405 p., 25 €.
✓ Jean-Paul Bled : *Frédéric le Grand*, Fayard ; 640 p., 26 € ; *La Reine Louise de Prusse*, Fayard, 280 p., 22 € ; *Bismarck*, Perrin, 325 p., 23 €.
✓ Christian Baechler : *Guillaume II d'Allemagne*, Fayard, 530 p., 25 €.

❑ CETTE ANNÉE-LÀ

511 : Clovis aidait l'Eglise

En juillet, Clovis organise à Orléans, la réunion d'un concile capital dans l'établissement des relations entre l'Église catholique et le roi, avant de s'éteindre le 27 novembre.

Cette année-là, la trentième de son règne sur les Francs saliens, le quinzième de son règne en tant que roi chrétien de la Gaule, Clovis, quarante-cinq ans, malgré sa santé déclinante, organisait en juillet la réunion à Orléans d'un concile capital dans l'établissement des relations entre l'Église catholique et le roi. Preuve de son immense intérêt pour les affaires de cette Église à laquelle il devait tant !



Saint Remy et Clovis

Trente-deux évêques

Il s'agissait, pour les trente-deux évêques présents venus de la Gaule entière, de remettre de l'ordre dans l'épiscopat, de réitérer la condamnation de l'arianisme, de faciliter les conversions, de limiter les incestes et de préciser les tâches relevant de l'administration et de l'Église. Des trente et un canons promulgués il ressortit que le roi, loin de se poser comme chef de l'Église, même s'il intervint dans les décisions, se réserverait désormais le droit d'autoriser ou non l'accès d'un laïc aux ordres religieux, cela afin d'endiguer les fuites fiscales, car les terres d'Église seraient exemptées d'impôt pour pouvoir subvenir à l'entretien des clercs, des pauvres et des prisonniers. La nomination des évêques serait soumise à l'approbation royale ; était aussi rappelée la subordination des monastères à l'autorité diocésaine. En outre, les clercs ariens ayant reconnu la foi catholique pourraient retrouver une fonction, tandis que les établissements religieux repris aux ariens seraient à nouveau consacrés.
La décision la plus célèbre fut celle du droit d'asile étendu désormais aux bâtiments jouxtant les églises, pour permettre ainsi à un fuyard d'y trouver refuge, sans risquer de profaner le sanctuaire. La personne poursuivant un fugitif ne pourrait pénétrer dans l'enceinte du bâtiment sans avoir prêté serment de ne pas lui infliger de châtiment corporel. Le fugitif, quant à lui, pourrait négocier un dédommagement pour le préjudice dont il se serait rendu coupable.

Meurtres en série

Ces mesures de justice et de charité devaient perdurer pendant près de 1 400 ans. On ne dira jamais trop le rôle de ce roi converti dans la naissance de la civilisation chrétienne. Lui même n'était pas un saint ; il suffit pour s'en convaincre de savoir comment il se débarrassa les années précédentes de tous ses cousins francs, qui auraient pu revendiquer des droits sur son royaume après sa mort : Chlodéric de Cologne, fils de Sigebert le Boiteux, qu'il poussa au parricide, avant de lui faire fendre le crâne par ses guerriers ; Cararic de Térouanne, qu'il fit arrêter et tondre (la pire humiliation qui pût arriver à un roi franc) puis ordonner prêtre de force ; Ragnacaire de Cambrai, oncle libidineux et rapace de Clovis, qu'il abattit de sa propre main ainsi que Riquier, le jeune frère de celui-ci, les accusant de souiller et d'humilier la famille franque...
Il est certain que ce comportement effrayait un peu le vieux Remi, la non moins vieille Geneviève et la jeune Clotilde. C'étaient les mœurs de l'époque encore un peu barbare... Comme le dit très justement Anne Bernet, ils se taisaient et redoublaient de prières. « *Ils avaient pu enchaîner le fauve aux pieds de la Croix et le transformer en gardien et en défenseur ; ils ne pouvaient pas le transformer en agneau, lui donner en partage la douceur, la tendresse, la miséricorde à jamais absentes de ce cœur ombrageux. Que serait devenue l'Église de Dieu si lui, Clovis, n'avait pas souvent, si souvent qu'il en oubliait le nombre, violé la loi du "Tu ne tueras point" ?* » « *La Gaule chrétienne avait fabriqué Clovis comme une épouse ambitieuse transforme le rustre doué qu'elle a choisi. De cette union où l'intérêt mutuel au départ avait eu plus de place que l'amour allait naître le royaume de France.* »

Nonagénaire

Le royaume était constitué, l'Église réorganisée et florissante, la Gaule libérée de toute menace d'invasion étrangère : Clovis pouvait mourir en paix. Il rendit son âme à Dieu le 27 novembre 511 - il y aura 1 500 ans en novembre prochain -, dans les bras de Clotilde, en présence de Remi et de Geneviève. Il fut inhumé dans la belle basilique des Saints-Apôtres qu'il prévoyait pour y placer Geneviève déjà nonagénaire, et vénérée par les Parisiens comme une sainte. Elle mourut le 3 janvier 512, et c'est son amie Clotilde qui se chargea d'achever le sanctuaire sur la montagne appelée à porter le nom de Sainte-Geneviève, d'où la vierge consacrée put continuer de protéger les destinées de la capitale du royaume.
La mort de Clovis accompagné de si grands saints résume à elle seule la volonté couronnée de succès de créer une nation qu'appelait déjà depuis quatre siècles le sang des martyrs, ressuscitant Rome dans la foi au Christ immolé par amour pour nous. Quoi qu'on dise, là, et nulle part ailleurs, sont les sources de notre identité nationale... ■

Michel Fromentoux

» HENRI IV

La basilique Saint-Denis consacre une exposition au roi Henri IV. Jusqu'au 31 mars, les visiteurs sont invités à découvrir les liens unissant le souverain à la commune hébergeant la nécropole des rois de France. Sont évoqués, plus particulièrement; selon le site *Noblesse et Royautés* : l'abjuration et la conversion en 1593, le sacre de la reine et les funérailles en 1610, la profanation du cercueil en 1793 et la désacralisation.

» VÉTÉRAN

Le dernier vétéran américain de la Grande Guerre s'est éteint le dimanche 27 février, à l'âge de cent dix ans, apprend-on sur le blog *Lignes de défense*.
« *Franck Buckles, qui avait menti sur son âge pour pouvoir s'enrôler en 1917, a servi comme ambulancier de l'armée américaine en Europe durant la Première guerre mondiale avant d'être promu caporal juste avant la fin du conflit* », rapporte notre confrère Philippe Chapleau.
« *Après guerre, il a travaillé dans la marine marchande. Durant la Seconde guerre mondiale, il a été capturé par les Japonais aux Philippines et est resté prisonnier de guerre pendant plus de trois ans avant sa libération par les troupes américaines.* »

EXPOSITION

Embarquement immédiat

Le musée de la Marine invite ses visiteurs à redécouvrir le *France*.

SORTIE EXSANGUE de la guerre, puis en pleine reconstruction, la France des années 1950-1960 avait besoin de rêve et de panache. Elle restait nostalgique de son beau *Normandie*, porteur depuis mai 1935 du Ruban bleu, cette légion d'honneur des paquebots, ravi à la Grande-Bretagne, mais qui, à la suite d'un triste abandon, avait fini incendié dans le port de New York. Cela, la France ne se le pardonnait pas.
Dès 1956, les énergies se mettent à l'œuvre pour lui créer un digne successeur. Innovant et ambitieux, le projet est à nouveau confié aux chantiers de Saint-Nazaire qui se surpasseront. Le navire sera l'ambassadeur flottant du savoir-faire français. Pour l'aménagement intérieur, les meilleurs architectes, ensembliers et décorateurs sont convoqués. Leleu, Lancel, Subes, Chapelain-midy, etc. Tous donnent le meilleur de leur talent pour cette ambassade du goût français que devra être le *France*. Cette demeure flottante des heureux de ce monde transportera ses passagers en cinq jours seulement du Havre à New York.

Divertissement

Le musée de la Marine consacre une exposition passionnante à cette aventure même si les "souvenirs" proprement dits du paquebot sont peu nombreux (vaisselle de porcelaine, meubles, cendriers, menus), une vente aux enchères ayant été réalisée il y a peu pour les amateurs. En revanche, sont présentés les plans intérieurs et reconstitutions de cabines, touriste ou première classe (seule différence entre les classes, les objets de décoration). L'exposition abonde en maquettes, photographies, projections de courts-métrages faisant revivre pour nous la traversée. Un petit film de François Reichenbach, sur le thème « *un week-end sur le France* », propose un aspect très vivant de la vie à bord et de ses divertissements. On peut également voir les divers sièges proposés, souvent métalliques, grande nouveauté du moment (style Tubaudo), constater l'utilisation du plastique, du Rilsan pour les tapis et parfois les tapisseries, celles de Picart Ledoux ou Gensky.
On apprend à la sortie de l'exposition, et avec un grand plaisir, qu'un nouveau paquebot est sur le point d'être mis en chantier, de nouveau à Saint-Nazaire. Lors du lancement du *France*, le général de Gaulle, toujours amateur de riches formules, souvenir sans doute de ses humanités au collège, avait déclaré : « *Le France épouse la mer...* » Plus simplement, souhaitons, quant à nous, au futur paquebot de faire longtemps flotter nos couleurs sur les mers. ■

Monique Beaumont

✓ Exposition Paquebot France ; du 9 février au 23 octobre 2011 au musée de la Marine, palais de Chaillot, Paris 16e ; lundi, mercredi, jeudi : 11 heures - 18 heures ; vendredi : 11 heures – 21 h 30, samedi et dimanche : 11 heures – 19 heures ; renseignements : 01 53 65 69 69, www.musee-marine.fr.

❑ IDÉOLOGIE

Liberté, égalité, fraternité...

À la devise de la République, on peut opposer les trois valeurs fondamentales de la monarchie française : vérité, justice et modération. Dans quelle mesure celles-ci sont-elles respectées par les démocraties ?

Yvan Blot dénonce très justement la tartufferie de cette devise républicaine. Simple slogan idéologique coupé de la réalité politique, elle rappelle la tristement célèbre propagande des États totalitaires comme l'ex-URSS ou les "démocraties populaires" qui glorifiaient l'homme en général et opprimaient les hommes en particulier.

Triptyque factice

À ce triptyque factice on ne peut qu'opposer les trois valeurs fondamentales de la monarchie française que Madame Royale rappelait dans une lettre au Comte de Chambord : « *vérité, justice, modération* ». Véritable devise d'un gouvernement légitime, « *vérité, justice, modération* » pourrait un jour figurer au fronton des édifices publics. Car loin d'être une simple posture idéologique, cette devise contient trois principes politiques majeurs.

1) Vérité - « *Primum veritas, deinde caritas* » (d'abord la vérité, ensuite la charité) dit saint Augustin. La vérité est le point de départ de tout ; sans la vérité, tout est fragile et précaire, aucune construction solide n'est possible, tant sur le plan personnel que sur le plan social ou même sur le plan économique. La crise des *subprimes* en est l'illustration flagrante : la vente de titres falsifiés a pourri l'ensemble de l'économie mondiale. Plus récemment, la falsification des comptes publics de la Grèce, mais aussi peut-être d'autres pays du Sud de l'Europe, nous rappelle de manière menaçante l'importance d'une information véridique...

La vérité est-elle servie par les "grandes démocraties" et par la République française en particulier ? La réponse est non : tout est faux, le mensonge est partout. Que ce soient les chiffres du chômage, de l'immigration, l'histoire plus ou moins lointaine, la dette publique, les avantages des oligarques, jamais la vérité n'est livrée aux citoyens. Ce serait trop dangereux, d'ailleurs, pour les pseudo-princes qui nous gouvernent ! Certains, de gauche comme de droite, ont à juste titre dénoncé cette « *culture du mensonge* » qu'entretiennent en France les pouvoirs publics.

2) Justice - Peu importe l'égalité, ce qui compte est la justice ; la discrimination n'est pas en soi critiquable, il faut seulement savoir si elle est juste ou injuste. La justice est inconnue dans l'état de nature, et on sait que le « *bon sauvage* » de Rousseau nous aurait attendu au coin du bois avec sa massue. La justice est le produit de la civilisation et du développement de la conscience humaine, elle est un dépassement de la loi du plus fort.

Satisfaire les appétits de la masse

La Justice est-elle servie par les "grandes démocratie" et par la République française ? Là encore la réponse est non. On confond la justice avec la satisfaction des appétits de la masse, ce qui n'est rien d'autre en fait que la démagogie. En fin de compte tout est injuste dans ces États : l'attribution des places et des honneurs, le système des prélèvements sociaux et fiscaux, la représentation électorale et politique, la représentation syndicale... Beaucoup de français sont injustement brimés, beaucoup d'autres sont injustement favorisés.

3) Modération - Le rôle de l'État n'est pas de suivre une politique sectaire et agressive en jetant en pâture à l'opinion publique des boucs émissaires pour faire oublier ses propres turpitudes. Le rôle de l'État est d'atténuer les tensions, les luttes et les oppositions pour résoudre les conflits et permettre une harmonie sociale. Il est aussi de prendre en compte l'extrême complexité des problèmes sociaux et dans ce cas la plus grande modération s'impose.

Lutte des classes

Les "grandes démocraties" et la République française sont-elles modérées ? Il est permis d'en douter quand tout est fondé sur la compétition effrénée, l'opposition systématique et la lutte des classes. Les sociétés démocratiques que nous connaissons, sous leurs oripeaux angéliques et utopistes, sont en réalité des sociétés violentes qui usent le plus souvent de la contrainte et de la manipulation pour imposer la volonté de quelques uns. L'État est-il modéré quand il traite les automobilistes (c'est-à-dire une grande partie de sa population) de « *délinquants routiers* » et confisque, sous forme d'impôts, taxes et prétendues « *charges sociales* », forte proportion des revenus de ceux qui travaillent ? Quand, au nom de la « *lutte contre la discrimination* », il favorise les étrangers, fussent-il en situation irrégulière, et persécute ceux qui cherchent à défendre l'identité nationale ? On dira que ce sont là des dérives fâcheuses et récentes de la glorieuse République française... Mais quand en 1962 on a abandonné les Français d'Algérie à la confiscation de leurs biens et les harkis à une mort effroyable, était-ce une politique véridique, juste et modérée ? On admettra nos réticences...

Ce sont en réalité les dérives inhérentes à un système qui ne comprend que deux lois primaires : la loi du plus fort d'une part et la loi du groupe le plus fort d'autre part. Et cela parce que ce système politique ne croit en rien d'autre qu'en lui-même et estime que tout n'est que le fruit de forces antagonistes socio-économiques dans un univers ou tout est relatif. Il faut rompre avec tout cela, c'est une question de vie ou de mort. L'État doit partir de la réalité et ne plus mentir ; quoi qu'il lui en coûte... Il doit développer la justice pour améliorer la cohésion sociale ; c'est un travail de longue haleine, loin de la politique spectacle... Il doit, par une politique modérée, substituer à la lutte des classes la collaboration des classes ; même si elle est moins rentable électoralement... Savoir si ensuite les hommes seront libres, égaux et fraternels, ne dépend pas de lui, mais des hommes eux-mêmes. ■

Olivier Tournafond

L'ACTION FRANÇAISE 2000 — BULLETIN D'ABONNEMENT

✓ Civilité . . . . . .
✓ Prénom . . . . . .
✓ Nom . . . . . .
✓ Adresse . . . . . .
. . . . . .
. . . . . .
✓ Code postal . . . . . .
✓ Commune . . . . . .
✓ Téléphone. . . . . .
✓ Courriel . . . . . .

Bulletin à retourner avec un chèque à l'ordre de la PRIEP à :
L'Action Française 2000 10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 PARIS
CCP Paris 1 248 85 A

Premier abonnement (un an)
❑ France . . . . . .80 €
❑ Étranger . . . . . .140 €
Abonnement ordinaire
❑ Un an . . . . . .125 €
❑ Six mois . . . . . .70 €
Abonnement de soutien
❑ Un an . . . . . .150 €
Étudiants, chômeurs, ecclésiastiques
❑ Un an . . . . . .70 €
Outre-mer (un an)
❑ DOM . . . . . .135 €
❑ TOM . . . . . .165 €
Étranger (un an)
❑ Europe . . . . . .165 €
❑ Autres pays . . . . . .178 €

Une faute contre l'histoire

Le calendrier publié récemment à l'intention des jeunes européens omettant les fêtes chrétiennes a provoqué l'ire de professeur Bernard Debré, lequel a écrit en ces termes au président de la Commission.

« Nous vivons aujourd'hui une guerre contre l'islamisme intolérant et sectaire, nos troupes interviennent en Afghanistan, des dizaines de nos soldats y ont trouvé la mort. Des hommes et des femmes sont pris en otages et tués au nom de cette guerre contre l'Occident, contre l'Europe, contre la Chrétienté. Des millions de musulmans vivent chez nous, la plupart sont des démocrates, acceptant nos racines, nos valeurs, d'autres ne font pas mystère de leur volonté d'imposer, comme leur demandent les extrémistes, la charia. Beaucoup de nos pays luttent contre l'obscurantisme.

Faut-il rappeler la montée des extrémistes "anti-islam", aux réactions parfois excessives ? La réponse à ces mouvements aurait dû être l'affirmation sereine de notre chrétienté, de nos racines. En aucune façon, elle ne peut être l'oubli mâtiné de honte de ce que nous sommes. Ce serait une formidable victoire des extrémistes islamistes et un encouragement pour les islamophobes.

Ces calendriers, vos calendriers, révèlent notre tendance à l'auto-flagellation permanente. Comment oublier les cathédrales et les églises qui illuminent nos pays ? Les rois, les papes et les saints qui font la fierté de notre histoire commune ? Saint Louis et Jeanne d'Arc deviendraient-ils des parias ? Charlemagne un affreux dictateur ? Enfin, faudra-t-il un jour s'excuser d'avoir été et d'être toujours ce que nous sommes ? [...] Est-ce une bonne façon d'utiliser les fonds européens, des millions d'euros ? Pourquoi ces omissions honteuses ? Qui sont les hommes et les femmes de votre administration qui en sont les responsables ? [...] Ils sont soit des propagandistes de l'extrême, soit des provocateurs, soit des ignorants imbéciles. [...] Jusqu'à la preuve du con-traire, tous les pays européens sont majoritairement issus d'une grande histoire, celle de la Chrétienté, même si cette histoire n'a pas été toujours pacifique et noble, elle est ! Vous avez commis une grande faute contre l'histoire, contre l'Europe, contre les hommes. » ❑

✓ Source : Les Amis de Jeahanne

❑ BIBLIOTHÈQUE

Relire *Une jeunesse réactionnaire*

Dans ce petit livre de François Leger se cache un vrai trésor. C'est un récit court mais dense, où l'on rencontre Charles Maurras, Léon Daudet, Jacques Bainville, Maurice Pujo... Un voyage irrésistible, en excellente compagnie !

Un des travers qui ponctuent l'histoire des hommes d'Action française est le goût excessif des honneurs, pourtant prodigués par ce régime d'usurpation et d'occupation, cette gueuse aux cinq visages, la République. Même Maurras ne put s'empêcher de briguer l'Académie française. Même Bainville !

François Leger

Petit côté province

S'agissant du Martégal, Léon Daudet et son épouse assuraient : « *C'est son petit côté province* », touchante concession à la vanité des notables. On sent pourtant dans la formule le même fiel qui inspira Daumier pour ses caricatures. Maurras n'avait pu s'empêcher de succomber à la tentation de l'habit vert ! Cette faiblesse toute humaine est comme une dernière douceur lorsque arrive le grand âge. Et combien d'autres personnalités d'AF, prêtes à hurler contre la Chambre et les voleurs qui la peuplent, ont été capables d'aller à Canossa dès que miroitait une légion d'honneur ? On peut s'interroger sur les intentions réelles de ces pères fondateurs à vouloir bousculer le régime du haut des bureaux qu'ils occupaient, de la rue de Rome à la rue du Boccador, en passant par la rue Croix-des-Petits-Champs. Chacun connaît l'assertion du général Bonaparte: « *C'est avec des hochets qu'on tient les hommes* », pour désigner l'appétit bien commun de ses sujets pour les médailles et autres citations en vérité peu coûteuses à l'État mais tellement fédératrices.

François Leger est décédé le 11 juin 2010, à l'âge de quatre-vingt-seize ans. Il fut un patient analyste de l'œuvre d'Hippolyte Taine, auquel il consacra l'essentiel de sa vie iintellectuelle. D'aucuns assuraient qu'il était le seul et le dernier en mesure de rédiger *le* livre, l'ouvrage de référence sur l'Action française, qu'il avait connue de l'intérieur de la fin des années 1920 à sa mort. Qui d'autre bénéficiait de l'épaisseur d'une existence aussi longue et si marquée par la pensée maurrassienne ? Mais ce livre ne vint pas. Il fallut donc se contenter d'un petit manuscrit, *Une jeunesse réactionnaire*, publié en 1993. Maigre en apparence, chétif même dans son ambition, limité qu'il est aux premières années de formation d'un petit Parisien du lycée Buffon, le livre recèle des informations de première main à qui sait le lire attentivement. Un trésor est caché dedans.

François Leger avait un caractère bien trempé mais contenu par une extrême courtoisie ; tout en lui révélait une indéniable distinction. Mais Il n'était pas de ces rares hommes qui font tomber les gouvernements et les régimes. Il appartenait aux purs produits de la IIIe République, fruits des indépassables classes préparatoires, kagnes et hypokagnes, élites ou pseudo-élites de la nation républicaine. « *N'importe quel trou du cul se prend pour Jupiter dans la glace* » affirmait Céline, peut-être à leur intention. De surcroit, un grand-père slavisant, Louis Leger, titulaire d'une chaire universitaire, incarnait davantage les solides valeurs de la méritocratie démocratique que l'esprit réactionnaire.. Le terme de citoyen n'était pas tout à fait un gros mot.

Devenir réactionnaire

Comment devient-on réactionnaire ? s'interroge au préalable François Leger. Par imprégnation du milieu ? la famille, l'école, le contexte historique ?... ou bien, telle une génération spontanée, par goût aristocratique de déplaire, de parler à rebours de ce qui incarne pourtant le politiquement correct ? Comment ne pas retrouver là Philippe Murray jetant aux oreilles des bonnes consciences : « *Le règne du bien triomphe, il est temps de le saboter.* » Ce fut un peu des deux qui mena François Leger à l'Action française. Il avait bien un ancêtre maternel qui avait défendu Charles X en 1830, il avait surtout des parents qui lisaient quotidiennement le journal de Charles Maurras. Leger appartient au même moule qui façonna Philippe Ariès, Raoul Girardet, Pierre Boutang. Certains de ces hommes ont appris à lire dans *L'Action Française*. C'est à neuf ans que le jeune Leger conçoit son premier article, jamais publié bien sûr, mais qui affiche d'emblée le désir d'en être, d'appartenir à ce monde-là, du papier, de l'encre, des idées pour lesquelles on vibre.

Mais il y avait aussi, sans doute, autre chose que la simple imitation du milieu familial. Il y avait encore un dérivatif physique et stimulant à des études exclusivement cérébrales. Une éructation d'intellectuel se dépensant par des imprécations, des cris, des bousculades, des bastonnades pour compenser le travail répétitif, laborieux, des heures durant sur une chaise, penché sur le bureau, à la lueur d'une ampoule. Le grand défouloir en somme, même fil qui relie Marinetti à Brasillach. Vous trouverez tout cela dans *Une jeunesse réactionnaire*. Reste que Leger avait vingt ans au lendemain du 6 février 1934, au lendemain du cruel « *Inaction française* » de Lucien Rebatet. Même Girardet « *prit à notre égard assez vite ses distances car il s'était aperçu, non sans lucidité, qu'à force de répéter que la violence devait être mise au service de la raison, notre violence avait quelque tendance à s'émousser* » (p. 118). Le royaliste en herbe connut malgré tout sa première distribution de tracts intitulé « *Une fripouille, Pierre Laval, président du Conseil* » rue Soufflot en 1932 et ce qui suivit, l'arrestation par deux agents et les trois heures au poste de police, sis place du Panthéon. Il y aura encore une démonstration de force sur le Boul Mich, qui tient plus de la farce et des films de Buster Keaton. Il y aura enfin un combat régulier dans le parc de Versailles avec un honorable partisan du Front populaire. Et ce sera tout. On sent que le véritable Leger n'est pas là, ou alors juste en passant, façon de dire je l'ai fais aussi, j'ai assuré le minimum syndical. Par delà cet inévitable rituel de passage, Leger a beaucoup plus à nous apprendre.

À travers le récit court mais dense de François Léger, vous retrouverez l'odeur même de Maurras, « *odeur d'amende amère qui devait tenir au savon qu'il employait* ». Vous arrêterez votre lecture pour retrouver en pensée les mimiques, la gestuelle de ce maître sourd et charismatique: « *Quand il avait marqué un point qu'il estimait important, il ponctuait la conclusion en frappant de ses deux mains, en renversant le torse en arrière sur le dossier de son fauteuil* »(p.106-107). Vous vous promènerez à la campagne avec Léon Daudet qui parle en marchant de Kant et de Nietzcshe, l'air de rien. Vous connaitrez un petit quart d'heure de grâce en la compagnie de Jacques Bainville, rue du Boccador, où Leger fut reçu quelques mois avant de remettre à l'historien son épée d'académicien. Leger rendra justice enfin à Maurice Pujo en évoquant cette « *personnalité calme et de réflexion qui émanait de toute sa personne* ». Bref, vous serez en bonne compagnie.

Un journal foisonnant

Enfin, François Leger apporte avec ce petit livre les éclairages exceptionnels sur le fonctionnement de ce journal encore foisonnant qu'était *L'AF* de la rue du Boccador dans les années 1930, du petit bureau de 1938 à1939 qu'il occupa lorsqu'il obtint définitivement la revue de presse quotidienne initiée par Maurras. Au cours de l'été 1939, alors que se préparait une guerre tragique, Maurras redoubla sa campagne pour la paix. Son jeune collaborateur se trouvait à Arcachon, en vacances chez la famille de Philippe Ariès. « *Nous lisions tout haut ses articles... Ce fut le sommet de sa vie. Il y fut sublime de lucidité, d'intrépidité, et son attitude durant l'été justifierait à elle seule le culte que nous vouons à sa mémoire.* » ■

Marc Savina

À lire et à offrir

Livres reliés de Charles Maurras, Léon Daudet, Jacques Bainville

Éditions originales brochées

Demandez la liste à nos bureaux :
10 rue Croix-des-Petits-Champs, Paris 1er - Tél. : 01 40 39 92 06

❑ EDITO MILITANT

Des révolutions...

Commentaire d"une actualité brûlante qui pourrait bien susciter de faux espoirs.

J'entendais, la semaine dernière, l'excellent chroniqueur Victor Loupan mettre en garde ses interlocuteurs sur l'enthousiasme qui les animait devant la révolution arabe. Elle signifierait la liberté des peuples, recouvrée par leur seule volonté, animée elle-même par le désir de démocratie. Loupan rappelait des propos d'Hannah Arendt sur la fausse spontanéité de tels événements. Il donnait, comme exemple contemporain, la révolution récente au Népal, qui voit fuir aujourd'hui ses ressortissants, chaque année par milliers, vers l'Inde voisine. Il aurait pu citer la prise de pouvoir par Kadhafi, contre le roi Idriss, saluée à l'époque par une bonne partie de notre presse comme une révolution démocratique.

Il n'est pas besoin de vivre sous une dictature pour assister à des débordements révolutionnaires dont l'apparence de la spontanéité éclate à la une de tous les journaux. Il ne faut pas aller chercher bien loin : en France, nous avons eu Mai 68, dont beaucoup parlent encore avec des trémolos, comme on chantait la Commune en 1900. Pourtant, Vincent Nouzille nous a expliqué en 2007 dans son ouvrage Des secrets bien gardés (Fayard), que la CIA n'était pas étrangère à ces événements. À l'époque, outre qu'il fallait casser en France l'hégémonie du Parti communiste prosoviétique en suscitant une radicalisation gauchiste, il fallait aussi affaiblir l'aura d'un De Gaulle fortement hostile à la domination américaine et opposé au dollar comme monnaie de référence, crime de "lèse oncle Sam". La CIA s'exprimait par la voix de son directeur de façon non voilée, d'après Vincent Nouzille : « *Le 30 mai, le directeur de la CIA écrira même, après la reprise en main du général de retour de Baden-Baden : "Les événements des dernières vingt-quatre heures ont placé la France au bord du désastre. En refusant de démissionner, de Gaulle a pris les ouvriers et les étudiants de front. Il s'est transformé en archétype d'autocrate surpuissant et provocateur."* »

Déstabilisation

Pourquoi, ce qui était valable pour nous, ne jouerait-il pas aujourd'hui pour d'autres ? Prenons la Tunisie : un pays dont l'évolution et la modernisation économique et structurelle faisaient l'admiration des démocraties occidentales. Certes, il régnait un climat de dictature présidentielle qui restait acceptable tant qu'il y avait de l'emploi et quelque chose dans les assiettes, et qui devint rapidement insupportable en cette période de récession sociale liée à la crise. Cependant, il faut savoir que la Tunisie fait partie des pays du Maghreb qui entretenaient les meilleures relations avec la France, dont elle était le centre de loisirs de ses élites.

Il suffit de poser d'innocentes questions pour voir converger un faisceau de présomptions. D'où vient la crise des *subprimes* ? Qui manœuvre depuis quelques décennies pour imposer un nouvel ordre en Méditerranée ? Qui a inventé Al-Quaïda pour envahir l'Irak et l'Afghanistan, entraînant les grandes nations européennes dans ses aventures ? Sans être paranoïaque, reconnaissons que les politiques internationales doivent répondre à des objectifs étatiques qui s'inscrivent dans des stratégies à long terme. Il ne s'agit pas de dire que les méchants états-uniens sont la cause de tous nos maux. Force est de constater que si eux savent faire ce qu'il faut pour conserver leur place dominante dans le monde, notre gouvernement, qui a décidé de se mettre à la remorque des Yankees, n'est capable d'aucune lecture géopolitique objective et indépendante des événements et ne peut que suivre la presse, pour commenter ses images fortes, sur le registre émotionnel.

Allumer le feu

De même qu'hier, pour enflammer le peuple parisien en 1789, les minotiers (voilà un mauvais côté des corporations) ont fait monter le prix de la farine, il n'était pas difficile à ceux qui maîtrisent aujourd'hui l'économie mondiale d'affamer les peuples arabes. Ajoutons à cela des dictateurs plus ou moins fous et une corruption quasi institutionnelle et il n'en fallait pas plus pour allumer le feu. Une question est de savoir si ceux qui sont derrière cette machine maîtrisent bien tous les éléments au point d'être capables de mettre fin à l'incendie déclenché. Cela n'est pas certain. L'histoire n'est pas une fille docile et gare aux pompiers incendiaires ! Une autre question se pose sur le rôle que peut ou doit jouer la France dans cette affaire : doit-elle continuer à perdre ce qui lui reste encore d'influence et de prestige de façon dramatique ? Sarko l'apatride, qui trépigne dans son bureau de l'Élysée parce qu'il n'arrive pas (entre autres) à vendre le moindre Rafale, n'est pas et ne peut être à la hauteur du destin d'une nation deux fois millénaire comme la France. ■

Olivier Perceval

Centre royaliste d'Action française

10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 PARIS
communication@actionfrancaise.net

Président du Comité directeur d'AF
Stéphane Blanchonnet
Secrétaire général
Olivier Perceval
Secrétaire général adjoint
Romain Hellouin

Trésorier
Giovanni Castelluccio
Secrétaire administratif
Marie-Suzanne de Benque d'Agut
Formation
Marc Savina

Provinces
Philippe Castelluccio
Militantisme
Jean-Baptiste de l'Aviath
Responsable opérationnel
François Bel-Ker

PARIS – 10/03

Conférence de Bernard Lugan

Dans le cadre de la campagne nationale d'AF sur l'immigration, Bernard Lugan traitera de « *la question ethnique en Afrique* » **le jeudi 10 mars**. Rendez-vous à 19 h 30 dans les bureaux de l'Action française, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, Paris 1er (métro palais-Royal). Entrée libre.

SUR LA TOILE – 17/03

Un nouveau site pour l'AF

Le jeudi 17 mars au matin, le site Internet de l'Action française fait peau neuve. Soyez au rendez-vous et faites-le savoir autour de vous : www.actionfrancaise.net

HAUTS DE SEINE – 17/03

Dîner-débat avec Reynald Secher

Le jeudi 17 mars, Reynald Secher traitera du sujet « *Vendée : génocide et mémoricide* », à l'occasion de la sortie de son livre *La Désinformation autour des guerres de Vendée et du génocide*, aux éditions Etoile du Berger.
Rendez-vous à 20 heures au restaurant Le Bolero de Ravel, 37 rue Gabriel Péri à Levallois-Perret (métro Anatole France, bus 174).
Participation : 26 euros ; étudiants : 17 euros. Chèques à l'ordre de Mme Castelluccio.
Inscriptions avant le 10 mars auprès de Mme Geneviève Castelluccio, 46, rue Gabriel Péri, 92300 Levallois-Perret. Renseignements : 01 47 57 05 81.

FLAVIGNY – 26-27/03

Deux jours d'études et de formation

Une session détudes et de formation se tiendra les samedi 26 et dimanche 27 mars à Flavigny-sur-Ozerain (Côte-d'Or) sur le thème : « ***Démocratie, nationalisme, monarchie, actualité de la pensée maurrassienne*** ».
Chacun devra se munir de son sac de couchage et de matériel pour prendre des notes. Prévenez le plus rapidement possible de vos heures et moyens d'arriver.
Arrivée souhaitée dès le vendredi soir. Participation : 20 euros.
Pour tous renseignements, veuillez appeler le 06 88 97 00 40.

» RENDEZ-VOUS

❑ CLE Catholiques pour les libertés économiques – Conférence-débat le jeudi 17 mars à 18 h 30, salle de l'ASIEM, 6 rue Albert de Lapparent, Paris 7e (métro Sèvres-Lecourbe). La question "Pourquoi et comment libérer l'école ?" sera traitée par Mme Meunier-Berthelot, diplomée de la faculté de droit de l'université Panthéon-Assas. Participation : 15 euros.

Le 21 janvier en Bourgogne

POUR LA TROISIÈME année consécutive, après des décennies d'interruption, la messe pour Louis XVI a été à nouveau célébrée à Dijon.
D'une année l'autre l'assistance est plus importante, une bonne trentaine de personnes avaient répondu à notre appel. La messe de Requiem a été célébrée, à la forme extraordinaire du rite romain, dans la belle basilique Saint-Bernard, confiée par l'archevêché à la Fraternité Saint Pierre. À la fin de la messe le professeur Jean Foyard a donné lecture du Testament de Louis XVI et salué les assistants à la sortie ; ce fut l'occasion de rencontrer en particulier un groupe de jeunes lycéens et étudiants – qui ne resteront pas sans lendemain.
Deux autres messes ont été célébrées, l'une à Beaune, l'autre à Chalon à la demande de la fédération Royaliste de Bourgogne. La Bourgogne royaliste est bien vivante. ■

❑ OUTRE-MER

Mayotte prend ses marques

Ce mois-ci, l'île aux Parfums accède enfin au statut de département qu'elle convoitait depuis un demi-siècle. C'est la conclusion d'un long processus, mais aussi un nouveau départ.

À compter « *de la première réunion suivant le renouvellement de son assemblée délibérante en 2011, la collectivité départementale de Mayotte est érigée en une collectivité régie par l'article 73 de la Constitution, qui prend le nom de "département de Mayotte" et exerce les compétences dévolues aux départements d'outre-mer et aux régions d'outre-mer* » : ainsi est rédigé l'article 63 de la loi organique du 3 août 2009.

Le marché de Mamoudzou à Mayotte

Persévérance

Sous une rédaction très juridique, cette disposition constitue l'aboutissement d'un combat vieux de cinquante-deux ans, puisque c'est en décembre 1958 que les élus mahorais à la chambre des députés des Comores avaient demandé le statut départemental, contre l'avis de la majorité de cette assemblée qui avait obtenu de conserver le statut de territoire d'outre-mer. Depuis lors, que de combats conduits avec persévérance, notamment lors des années 1974-1976 où l'on pouvait titrer : « *Mayotte contre le monde entier* » ! Grâce à leur détermination sans faille, grâce à l'appui d'une poignée dee personnalités de métropole, dont au premier rang notre ancien directeur Pierre Pujo, qui n'a pas ménagé ses efforts pendant plus de trente ans au service de la cause de Mayotte, les associations comme le Comité pour l'autodétermination du peuple Mahorais puis l'Association pour Mayotte française, les Mahorais ont pu arriver à leur but, de façon progressive.

Ils ont obtenu tout d'abord – c'était l'essentiel - de ne pas être inclus dans le nouvel État comorien. Ils ont dû accepter différents statuts ("collectivité territoriale de la République française", "collectivité départementale", "collectivité d'outre-mer"), qui constituaient autant d'étapes, trop lentes à leurs yeux, vers le département. Ils ont bénéficié, par voie d'ordonnances, d'une nouvelle réglementation économique et sociale, et, parallèlement, du financement des principaux équipements publics (routes, écoles, hôpitaux, port, aéroport...). Pour cela, les Mahorais ont été consultés à de nombreuses reprises et à chaque fois, ils ont répondu à d'écrasantes majorités "oui" aux options qui les rapprochaient de l'intégration à l'ensemble français. Le 29 mars 2009, le statut de département a été approuvé par 95,24 % des suffrages exprimés.

Dès la séance d'installation du conseil général issu des élections cantonales des 20 et 27 mars, soit à la fin de ce mois, Mayotte deviendra donc le 101e département français, avec aussi les compétences dévolues à la région. La réglementation permet une adaptation progressive. Ainsi, le revenu de solidarité active (RSA), l'allocation au parent isolé et l'allocation de solidarité spécifique seront applicables dès 2012, représentant environ un quart des montants individuels perçus en métropole. Le taux s'alignera avec le reste des départements français d'ici vingt ans. Les allocations au logement, l'augmentation des assurances sociales et la réforme du droit du travail devraient apparaître en même temps. Enfin, en 2014, à la demande du gouvernement, Mayotte deviendra une région ultra-périphérique de l'Union européenne, permettant à l'archipel d'accéder aux fonds européens de développement.

Réformes en cours

Le bon déploiement de ces aides impliquera des dossiers d'état civil fiables, ce qui n'est le cas que pour la moitié de la population actuellement. En outre, dans ce processus de départementalisation, l'État français accompagnera les Mahorais dans un programme visant à une meilleure maîtrise de la langue française. L'Institut français pour la recherche sur les administrations (IFRAP) estime qu'en 2012, pour le bon fonctionnement de son nouveau département, la France devrait transférer plus d'un milliard d'euros à Mayotte. Peut-être, mais n'est-ce pas le prix à payer pour assurer la bonne intégration de cet archipel dont les habitants, contre vents, marées et cyclones, ont toujours prouvé leur indéfectible attachement à la France qui n'avait rien fait pour eux pendant plus de cent ans et qui leur a fait subir un certain nombre de vexations ? Mais la départementalisation de l'île va aussi rapporter de l'argent. Alors qu'elle n'existait pas, les Mahorais vont découvrir l'imposition locale. Les taxes d'habitation, foncière et sur les ordures ménagères vont faire leur apparition, au plus tard, le 1er janvier 2014. Mayotte deviendra donc un département français dès 2011, mais elle ne vivra avec les mêmes conditions (même impôts, mêmes prestations sociales), qu'à partir de 2025.

Avec un PIB trois fois inférieur à celui de La Réunion, mais neuf fois supérieur à ses voisins immédiats, Mayotte espère tirer de nouveaux bénéfices de cette départementalisation, qui constituera, comme pour la Guyane, la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion, un nouveau point de départ vers un développement contrôlé. Et si certaines pratiques culturelles anciennes vont être bousculées, avec l'interdiction définitive de la polygamie - déjà largement tombée en désuétude -, la disparition du tuteur matrimonial ("wali") et la réduction des attributions du "cadi" (juge musulman), les nouvelles institutions apparaissent tout à fait compatibles avec la pratique de l'islam. Mais ne boudons pas notre plaisir ! L'accès de Mayotte au statut de département français constitue une véritable victoire pour tous les Français de cœur, et justifie de façon éclatante le précepte de notre vieux maître : « *Tout désespoir en politique est une sottise absolue* » ! ■

Didier Beoutis

BIOÉTHIQUE

LE DRAME DE NAÎTRE

Le projet de révision des lois de bioéthique adopté par les députés recèle des contradictions, soulignées plus particulièrement par les croyants pour qui la séparation de l'Église et de l'État est à la racine du mal.

LA MONTAGNE parlementaire d'intentions contradictoires, de discours hypocrites et de lourds dossiers accumulés de longs mois a-t-elle, avec la loi de bioéthique, une fois de plus accouché d'une souris ? Oui, mais c'est d'une souris venimeuse, qui ne sèmera que la mort. Rien à quoi l'on ne s'attendait quant au fond : c'est une « *loi de la honte* », comme l'a dit Jeanne Smits dans *Présent* à la suite du docteur Michel Villette (site *lunivers.info*), puisqu'elle autorise le chosification de l'embryon et la recherche embryonnaire, et donne le droit de conserver des petits d'homme par une nouvelle technique, la vitrification. Par ailleurs, cette loi brouille le lien familial par l'anonymat du don de sperme et la conservation de stocks d'embryons pour faciliter les fécondations *in vitro* et les inséminations artificielles, supprimant même toute condition de durée de vie commune pour les couples infertiles non mariés.

Seuls points positifs de la loi (car il y en a) : elle met des barrières à l'élimination des enfants à naître gravement atteints de trisomie, prévoit des délais de réflexion, une information sur les soins possibles, des fonds pour la recherche sur la guérison de la trisomie ; elle recommande la conservation du sang du cordon ombilical, ce qui évitera dans bien des cas d'utiliser l'embryon lui-même comme un simple matériau de laboratoire. Preuve que les députés ont eu quelques remords de conscience au moment de commettre le pire...

Ambiguïtés

Il faut saluer les quinze députés UMP de bon sens, dont M. Mariton, député de la Drôme, ainsi que deux MPF, dont Dominique Souchet, qui ont refusé de voter le texte, disant dans *Valeurs actuelles* qu'il « *contient de nouvelles transgressions que nous devons continuer à combattre* »... « *La principale hypocrisie du texte concerne la recherche sur l'embryon. Car que peut bien signifier une interdiction qui admet de multiples dérogations ? D'autant qu'en supprimant le moratoire et le caractère révisable de la loi, le texte fait disparaître l'encadrement dans le temps et inscrit la dérogation dans le droit commun. Inclure dans la loi une dérogation à titre pérenne n'équivaut-il pas à sa reconnaissance comme principe ? Ce système d'interdiction-autorisation répond en fait à des considérations idéologiques et à des intérêts financiers, qui n'ont rien à voir avec les besoins de la science.* » On ne saurait mieux faire remarquer le manque de logique du texte que les députés étaient invités à adopter. Le principe de non-contradiction ne serait-il plus la base du raisonnement en Occident ? Il était bon de le souligner et de mettre en lumière les sordides raisons de ce changement. « *Ne soyons pas naïfs,* écrit Dominique Souchet, *dans un tel contexte, la vitrification aboutira à la constitution de deux stocks distincts approvisionnés, au gré de l'humeur des parents et des médecins, en ovocytes et en embryons, et prépare de redoutables conflits d'intérêts entre scientifiques et industriels.* »

L'esprit de Panurge

Ces derniers résistants du respect de la vie n'ont pas été entendus, preuve que l'on n'a rien à attendre de la voie parlementaire en ce domaine. Les plus beaux discours ne passent pas dans l'enceinte du palais Bourbon. Là ne règne que l'esprit de Panurge et la crainte d'être accusé de vouloir arrêter le "progrès". Mais il y a plus : jamais le Parlement ne donnera un statut à l'embryon de peur d'entraver la pratique de l'avortement et l'application de la loi Veil ; c'est cette loi qui a ouvert la voie à toutes les manipulations de l'embryon. Or elle est sacro-sainte et passe pour une loi libératrice..., alors qu'elle n'est qu'une loi de mort. Depuis 1975 elle permet aux savants et aux hommes politiques, au nom du progrès (!), de faire joujou avec la vie naissante, de décider à la place de Dieu qu'une vie vaut ou ne vaut pas d'être vécue, donc de pratiquer l'eugénisme.

On peut mettre des freins à cette frénésie meurtrière, on ne l'arrêtera pas. Nulle part ailleurs plus qu'en ce domaine se vérifie la célèbre phrase de Maurras : « *La démocratie , c'est le mal ; la démocratie c'est la mort !* » La démocratie, faisant de l'homme le centre de tout, a vocation au totalitarisme, c'est pourquoi elle confond les domaines moral et religieux ; finissons-en avec la démocratie ; elle ne peut être que libertaire et totalitaire. Pour en sortir il faut une vraie distinction, non une séparation, des domaines politique et moral, le politique qui est de l'ordre de l'organisation des choses terrestres, le moral qui est de l'ordre de ce que chacun doit croire et pratiquer pour vivre en enfant de Dieu. ❑

Michel Fromentoux

Édité par PRIEP S.A. au capital de 59 880 euros – 10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris – Imprimerie RPN – 93150 Le Blanc-Mesnil
Numéro de commission paritaire 0415I86761 – Directeur de la publication : M.-G. Pujo